



Assemblée générale

Distr. générale
2 juillet 2025
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-neuvième session

16 juin-11 juillet 2025

Point 7 de l'ordre du jour

**Situation des droits de l'homme en Palestine
et dans les autres territoires arabes occupés**

D'une économie d'occupation à une économie de génocide

**Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de
l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967,
Francesca Albanese* ****

Résumé

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 se penche sur les personnes morales qui soutiennent le projet colonial israélien de déplacement et de remplacement des Palestiniens dans le territoire occupé. Alors que les dirigeants politiques et les gouvernements fuient leurs obligations, de trop nombreuses personnes morales tirent profit de l'économie israélienne d'occupation illégale, d'apartheid et désormais de génocide. La complicité révélée par le rapport n'est que la partie émergée de l'iceberg ; il sera impossible de mettre fin à cette situation sans établir les responsabilités des entités du secteur privé, y compris de leurs dirigeants. Le droit international reconnaît différents degrés de responsabilité, et pour chacun d'entre eux il importe de procéder à des investigations et d'appliquer le principe de responsabilité, en particulier dans le cas présent, où l'autodétermination et l'existence même d'un peuple sont en jeu. De telles mesures sont nécessaires pour faire cesser le génocide et démanteler le système mondial qui l'a laissé se produire.

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

** L'annexe du présent document est reproduite telle qu'elle a été reçue, dans la langue de l'original seulement.



I. Introduction

1. Les colonisations et les génocides qui y sont associés ont toujours été portés et facilités par le secteur privé¹. Les intérêts commerciaux ont contribué à déposséder les peuples autochtones de leurs terres², selon un mode de domination connu sous le nom de « capitalisme racial et colonial »³. Il en va de même pour la colonisation par Israël des terres palestiniennes⁴, son expansion dans le territoire palestinien occupé et l'institutionnalisation d'un régime colonial d'apartheid⁵. Après lui avoir refusé l'autodétermination pendant des décennies, Israël met désormais en péril l'existence même du peuple palestinien en Palestine.

2. Le présent rapport d'enquête porte sur le rôle que jouent les personnes morales dans la pérennisation de l'occupation israélienne illégale et la campagne génocidaire en cours à Gaza ; il montre comment leurs intérêts sous-tendent la logique de la colonisation de peuplement israélienne, qui repose sur le déplacement de la population et sur son remplacement et vise à déposséder les Palestiniens de leurs terres et à les en effacer. La Rapporteuse spéciale examine des entités de différents secteurs, qu'il s'agisse de fabricants d'armes, d'entreprises technologiques, de sociétés du bâtiment et de la construction, d'industries extractives, d'entreprises du secteur des services, de banques, de fonds de pension, d'assureurs, d'universités ou d'associations caritatives. Ces entités favorisent le déni du droit à l'autodétermination et d'autres violations structurelles commises dans le territoire palestinien occupé, à savoir l'occupation, l'annexion et les crimes d'apartheid et de génocide, ainsi qu'une longue liste de crimes et de violations des droits de l'homme connexes, tels que des discriminations, des destructions gratuites, des déplacements forcés, des pillages, des exécutions extrajudiciaires et la famine.

3. Si elles avaient fait preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, ces entités se seraient depuis longtemps désolidarisées de l'occupation israélienne. Au contraire, après les événements d'octobre 2023, elles ont contribué à l'accélération du processus de déplacement et de remplacement tout au long de la campagne militaire qui a détruit Gaza et entraîné le plus grand déplacement de Palestiniens en Cisjordanie depuis 1967⁶.

4. Bien qu'il soit impossible de rendre pleinement compte de l'échelle et de l'ampleur de décennies de connivence des personnes morales dans l'exploitation du territoire palestinien occupé, la Rapporteuse spéciale met en évidence dans le présent rapport l'intégration des économies de l'occupation coloniale de peuplement et du génocide. Elle demande que les responsabilités des personnes morales et de leurs dirigeants soient établies, tant au niveau national qu'international, car les activités commerciales qui permettent la destruction de vies innocentes et en tirent profit doivent cesser. Les personnes morales doivent refuser d'être complices de violations des droits de l'homme et de crimes internationaux ou avoir à répondre de leurs actes.

II. Méthode

5. Dans le présent rapport, le terme « personnes morales » désigne des entreprises, des sociétés multinationales et des entités à but lucratif et non lucratif, qu'elles soient privées, publiques ou détenues par l'État⁷. La responsabilité des personnes morales s'applique

¹ Voir Philip Stern, *Empire, Incorporated: The Corporations that Built British Colonialism* (Harvard University Press, 2023) et L. H. Roper, « Private enterprise, colonialism, and the Atlantic world », *Oxford Research Encyclopedia of Latin American History* (Oxford University Press, 2018).

² Nick Estes, *Our History Is the Future: Standing Rock versus the Dakota Access Pipeline, and the Long Tradition of Indigenous Resistance* (Londres, Verso, 2019), p. 43 à 50.

³ Susan Koshy *et al.* (dir. publ.), *Colonial Racial Capitalism* (Durham, Duke University Press, 2022).

⁴ Patrick Wolfe, « Purchase by other means: the Palestine Nakba and Zionism's conquest of economics », *Settler Colonial Studies*, vol. 2, n° 1 (2012).

⁵ Andy Clarno, *Neoliberal Apartheid: Palestine/Israel and South Africa after 1994* (Chicago, The University of Chicago Press, 2017).

⁶ www.unrwa.org/newsroom/official-statements/west-bank-large-scale-house-demolitions-ongoing-israeli-forces.

⁷ Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, principe 4.

indépendamment de leur taille, de leur secteur, de leur cadre de fonctionnement, de leur régime de propriété et de leur structure⁸.

6. Dans son rapport, la Rapporteuse spéciale s'appuie sur de nombreux travaux, en particulier de la société civile⁹ et du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, qui portent sur la façon dont Israël a créé et pérennisé sa propre économie dans le cadre de l'occupation et a généré une économie captive pour les Palestiniens.

7. La Rapporteuse spéciale s'appuie aussi – en la remplaçant dans le cadre plus large de l'occupation israélienne illégale – sur la base de données établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en application des résolutions 31/36 et 53/25 du Conseil des droits de l'homme, qui répertorie uniquement les entreprises qui ont, « directement et indirectement, permis la construction et la croissance des colonies de peuplement, les ont facilitées et en ont profité »¹⁰.

8. À partir du nombre record de contributions – plus de 200 – qu'elle a reçues à la suite de l'appel à contributions qu'elle a lancé lors de la préparation de son enquête¹¹, la Rapporteuse spéciale a établi une base de données comprenant environ un millier d'entités. Cette base de données a permis de déterminer comment des organisations du monde entier avaient été impliquées dans des violations des droits de l'homme et des crimes internationaux sur le territoire palestinien occupé. Plus de 45 entités citées dans le rapport ont été dûment informées des faits qui avaient conduit la Rapporteuse spéciale à formuler une série d'allégations ; 18 ont répondu. De nombreuses autres entités sont concernées, étant donné la complexité du réseau que forment ces structures et les liens souvent obscurs qui existent entre les sociétés mères et les filiales, les franchises, les coentreprises, les titulaires de licence, etc. L'enquête qui a donné lieu au présent rapport montre jusqu'où les entités concernées sont prêtes à aller pour dissimuler leur complicité¹².

9. Une annexe présentant le cadre juridique pertinent vient compléter le rapport.

III. Contexte juridique

10. Le droit qui régit la responsabilité des personnes morales est profondément ancré dans la relation historique entre la dépossession violente et le pouvoir privé et dans l'héritage de la collusion des entreprises avec le colonialisme de peuplement et la ségrégation raciale¹³.

11. Les premières compagnies à charte, qui bénéficiaient de larges pouvoirs, similaires à ceux d'un État, se sont progressivement transformées en des entreprises « à responsabilité limitée », à mesure que le commerce entre les colonies devenait vital pour les économies européennes¹⁴. Les puissances coloniales ont continué de s'appuyer sur ces relations pour sous-traiter et occulter la dépossession et la réduction en esclavage des peuples autochtones et l'expropriation de leurs ressources et pour éviter d'avoir à répondre de leurs actes¹⁵.

⁸ Ibid., principe 14.

⁹ www.bdsmovement.net ; www.whoprofits.org ; www.dontbuyintooccupation.org ; www.investigate.afsc.org.

¹⁰ A/HRC/22/63, par. 96. Voir aussi la résolution 31/36 du Conseil des droits de l'homme et A/HRC/43/71.

¹¹ <http://www.ohchr.org/en/calls-for-input/2024/call-input-report-special-rapporteur-occupied-palestinian-territory-human>. Avec l'autorisation des contributeurs, les contributions seront consultables sur la page Web de la Rapporteuse spéciale. Les contributions confidentielles sont répertoriées dans le rapport sous un numéro d'index.

¹² www.somo.nl/mind-the-gap/.

¹³ Doreen Lustig, « The enduring charter », dans *States, Firms and Their Legal Fictions*, Melissa J. Durkee (dir. publ.) (Cambridge University Press, 2024).

¹⁴ Roper, « Private enterprise ».

¹⁵ Koshy *et al.*, *Colonial Racial Capitalism*, p. 4.

Les entreprises ont non seulement hérité des avantages de cette apparence juridique de séparation, mais elles ont également commencé à façonner le droit international¹⁶.

12. Aujourd'hui, la richesse de certains conglomérats dépasse le produit intérieur brut (PIB) d'États souverains¹⁷. Disposant parfois de plus de pouvoir – politique, économique et narratif – que les États eux-mêmes, des entreprises de plus en plus nombreuses sont reconnues comme titulaires de droits, sans que cette reconnaissance soit assortie de suffisamment d'obligations. L'asymétrie d'un pouvoir immense et de l'insuffisance de la responsabilité devant la loi met en évidence une lacune fondamentale de la gouvernance mondiale.

13. Les entreprises et leurs États d'origine – principalement des États de la minorité mondiale – continuent d'exploiter les inégalités structurelles enracinées dans la dépossession coloniale¹⁸. Dans le même temps, en raison de la faiblesse relative des systèmes réglementaires des anciens États colonisés et des impératifs de développement et d'investissement, les entreprises échappent souvent à leur responsabilité¹⁹.

14. Néanmoins, il existe des précédents notables. Les procès d'industriels qui se sont tenus après l'Holocauste, tels que le procès I. G. Farben, ont jeté les bases de la reconnaissance de la responsabilité pénale internationale des dirigeants d'entreprise pour leur participation à des crimes internationaux²⁰. En examinant la complicité des entreprises dans l'apartheid, la Commission Vérité et réconciliation de l'Afrique du Sud a contribué à définir la responsabilité des entreprises pour les violations des droits de l'homme²¹. La hausse du nombre de procédures judiciaires nationales et internationales est le signe d'une tendance à l'établissement des responsabilités des entreprises²².

15. Le cas de la Palestine met encore plus à l'épreuve les normes internationales.

16. Actuellement, les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme définissent le cadre normatif du respect du droit international par les États et les personnes morales. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de prévenir les violations des droits de l'homme commises par des tiers, d'enquêter sur elles, de punir leurs auteurs et de faire en sorte que les victimes obtiennent réparation, et un manquement d'un État à cet égard peut constituer une violation de ses obligations. Les Principes directeurs établissent les normes relatives aux droits de l'homme applicables à la conduite des entreprises, indépendamment du fait que les États respectent ou non leurs obligations primaires. Le droit international humanitaire et le droit pénal confèrent également des obligations et des responsabilités particulières aux acteurs privés²³, et c'est aux juridictions nationales qu'incombe la responsabilité principale de les faire respecter.

17. Les Principes directeurs établissent un continuum de responsabilités, selon que les entreprises ont des incidences négatives sur les droits de l'homme, contribuent à ces incidences ou leur sont directement liées²⁴. Dans le contexte des conflits, ces dernières doivent faire preuve d'une diligence accrue en matière de droits de l'homme, afin d'identifier

¹⁶ Federica Violi, « Navigating corporate accountability in international economic law: a critical overview », dans *Handbook of Accountability Studies: Politics, Law, Business, Work*, Ioannis Papadopoulos *et al.* (dir. publ.) (Elgar Publishing, forthcoming 2025).

¹⁷ www.realbusinessrescue.co.uk/advice-hub/companies-worth-more-than-countries.

¹⁸ Voir Adom Getachew, *Worldmaking after Empire* (Princeton University Press, 2019), p. 22 à 26.

¹⁹ Violi, « Navigating corporate accountability ».

²⁰ Anita Ramasastry, « Corporate complicity: from Nuremberg to Rangoon – an examination of forced labor cases and their impact on the liability of multinational corporations », *Berkeley Journal of International Law*, vol. 20 (2002).

²¹ www.justice.gov.za/trc/report/finalreport/Volume%204.pdf, p. 21 à 27.

²² Elies van Sliedregt, « The future of international criminal justice is corporate », *Journal of International Criminal Justice* (2025).

²³ A/75/212, par. 10 et 11, et, en ce qui concerne le commentaire sur le projet d'articles sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, *Annuaire de la Commission du droit international*, 2019, vol. II, deuxième partie (publication des Nations Unies, 2019), p. 69 à 71.

²⁴ Principe directeur 13.

les problèmes et d'adapter leur comportement²⁵. Leur responsabilité est déterminée par leurs actions et par leurs incidences sur les droits de l'homme : la diligence raisonnable ne suffit pas à les exonérer de leur responsabilité²⁶. Au minimum, celles qui ont un lien direct avec des incidences sur les droits de l'homme doivent exercer leur influence ou envisager de mettre fin à leurs activités ou à leurs relations d'affaires. Leur responsabilité peut être engagée si elles ne prennent pas les mesures voulues. Lorsque les violations constituent des infractions, les dirigeants et, de plus en plus, les entreprises elles-mêmes peuvent être poursuivis au motif qu'ils avaient connaissance des infractions en question et y ont matériellement contribué²⁷.

18. Dans le territoire palestinien occupé, après des décennies de crimes et de violations des droits de l'homme dûment documentés, les développements judiciaires récents ne laissent aucun doute sur le fait que l'implication de personnes morales dans des aspects de l'occupation quels qu'ils soient est liée à des violations de normes du *jus cogens* et à des crimes internationaux (voir annexe). Citant la ségrégation raciale et l'apartheid, les violations du droit à l'autodétermination et l'interdiction du recours à la force, la Cour internationale de Justice a affirmé sans équivoque l'illégalité de la présence d'Israël, y compris sa présence militaire, ses colonies et le contrôle qu'il exerce sur les infrastructures et les ressources²⁸. De plus, les atrocités commises depuis octobre 2023 ont donné lieu à des procédures pour génocide devant la Cour internationale de Justice et pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale. La Cour internationale de Justice a ordonné à Israël de cesser de créer des conditions destructrices de vies humaines²⁹ et a récemment rappelé aux États leur obligation internationale de ne pas transférer d'armes qui pourraient être utilisées pour violer les conventions internationales³⁰.

19. Ces décisions imposent aux entreprises la responsabilité *prima facie* de ne pas participer à des transactions associées à l'occupation ou de se retirer totalement et sans conditions de toute transaction de ce type et de veiller à ce que toute interaction avec des Palestiniens favorise leur autodétermination.

20. Lorsque des entreprises poursuivent leurs activités et leurs relations avec Israël - avec son économie, son armée et ses secteurs public et privé liés au territoire palestinien occupé, il peut être établi qu'elles ont sciemment contribué :

- a) À la violation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ;
- b) À l'annexion du territoire palestinien, au maintien d'une occupation illégale et donc au crime d'agression et aux violations des droits de l'homme qui en découlent ;
- c) Aux crimes d'apartheid et de génocide ;
- d) À d'autres crimes et violations connexes.

21. Le droit pénal et le droit civil peuvent être invoqués dans différentes juridictions pour établir les responsabilités d'entreprises ou de leurs dirigeants pour des violations des droits de l'homme ou des crimes relevant du droit international.

²⁵ www.undp.org/publications/heightened-human-rights-due-diligence-business-conflict-affected-contexts-guide.

²⁶ Principe directeur 17 et commentaire.

²⁷ *Annuaire de la Commission du droit international*, 2019, vol. II, deuxième partie (publication des Nations Unies, 2019), p. 69 à 71, et [A/75/212](#), par. 11.

²⁸ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, avis consultatif, 19 juillet 2024. Voir aussi [A/79/384](#), par. 5 à 7.

²⁹ *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*, mesures conservatoires, ordonnance du 26 janvier 2024, C.I.J. Recueil 2024, p. 3. Voir aussi [A/79/384](#), par. 8.

³⁰ *Manquements allégués à certaines obligations internationales relativement au Territoire palestinien occupé (Nicaragua c. Allemagne)*, ordonnance, 30 avril 2024, par. 22 à 24. Voir aussi [A/79/384](#), par. 8.

IV. D'une économie d'occupation coloniale de peuplement à une économie de génocide

22. Le colonialisme de peuplement suppose d'exploiter et de coloniser des terres et d'en tirer profit, ce qui passe par l'expulsion de leurs propriétaires³¹. En Palestine, les entreprises sont depuis longtemps un élément moteur du processus de déplacement et de remplacement de la population arabe, qui est fondamental dans la logique d'effacement qui sous-tend ce type de colonisation³². Le Fonds national juif, organisation fondée en 1901 aux fins de l'achat de terres, a contribué à planifier et à concrétiser le déplacement progressif des Palestiniens arabes, qui s'est intensifié avec la Nakba³³ et se poursuit depuis³⁴.

23. Bénéficiant de l'aide croissante d'entreprises, Israël a poursuivi la dépossession et le déplacement des Palestiniens, en particulier après 1967³⁵. Des entreprises y ont matériellement contribué en lui fournissant les armes et les machines nécessaires pour détruire des habitations, des écoles, des hôpitaux, des lieux de loisirs et des lieux de culte, des moyens de subsistance et des moyens de production, tels que des oliveraies et des vergers, pour ségréguer et contrôler les communautés et pour restreindre l'accès aux ressources naturelles³⁶. En contribuant à militariser et à encourager la présence illégale d'Israël dans le territoire palestinien occupé, elles ont participé à la mise en place des conditions du nettoyage ethnique des Palestiniens³⁷.

24. Les entreprises ont joué un rôle clef dans l'étouffement de l'économie palestinienne³⁸, en soutenant l'expansion israélienne sur le territoire occupé tout en facilitant le remplacement des Palestiniens. Des restrictions draconiennes – sur le commerce et l'investissement, les plantations d'arbres, la pêche et l'eau pour les colonies – ont affaibli l'agriculture et l'industrie³⁹ et transformé le territoire palestinien occupé en un marché captif⁴⁰; des entreprises ont tiré profit de l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources palestiniennes, de la dégradation et du détournement des ressources naturelles, de la construction des colonies et de leur alimentation en énergie, ainsi que de la vente et de la commercialisation de biens et services dérivés en Israël, dans le territoire palestinien occupé et dans le monde entier⁴¹. L'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Rive occidentale et

³¹ Sai Englert et Gargi Bhattacharyya, « Capital's genocide: a conversation on racial capitalism, settler colonialism, and possible worlds after Gaza », *Journal Of Holy Land And Palestine Studies*, vol. 23, n° 2 (2024), p. 172 à 175.

³² Sherene Seikaly, *Men of Capital: Scarcity and Economy in Mandate Palestine* (Stanford University Press, 2016), p. 6 à 8.

³³ Gershon Shafir, « Zionism and colonialism: a comparative approach », dans *Israel in Comparative Perspective: Challenging the Conventional Wisdom*, Michael Barnett (dir. publ.) (SUNY Press, 1996), p. 234 à 237.

³⁴ Voir, par exemple, www.kkl-jnf.org/about-kkj-jnf/kkj-jnf-id/goals-actions/ ; www.peacenow.org.il/en/settler-national-fund-keren-kayemeth-leisrael-acquisition-of-west-bank-land ; www.haaretz.com/israel-news/2021-02-14/ty-article/.premium/jewish-national-fund-okays-plan-to-expand-west-bank-settlements/0000017f-e7d9-d62c-a1ff-ffffbefe10000.

³⁵ Sheila Ryan, « Israeli economic policy in the occupied areas: foundations of a new imperialism », *MERIP Reports*, n° 24 (1974).

³⁶ Voir, par exemple, www.alhaq.org/cached_uploads/download/2024/07/04/business-and-human-rights-booklet-1720077751.pdf.

³⁷ www.badil.org/phocadownloadpap/badil-new/publications/research/working-papers/FT-Coercive-Environments.pdf ; www.badil.org/cached_uploads/view/2024/06/10/forced-displacement-as-an-act-of-genocide-in-the-gaza-strip-v6-1718021197.pdf.

³⁸ www.btselem.org/download/201105_dispossession_and_exploitation_eng.pdf.

³⁹ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, document TD/B/1102, disponible à l'adresse https://unctad.org/system/files/official-document/tdbd1102_en.pdf ; UNCTAD/GDS/APP/2006/1 ; www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/, p. 164 à 193.

⁴⁰ Tariq Dana, « Dominate and pacify: contextualizing the political economy of the occupied Palestinian territories since 1967 », dans *Political Economy of Palestine: Critical, Interdisciplinary, and Decolonial Perspectives*, Alaa Tartir, Tariq Dana et Timothy Seidel (dir. publ.) (Cham, Suisse, Springer Nature Switzerland, 2021) ; Shir Hever, *The Political Economy of Israel's Occupation: Repression beyond Exploitation* (Pluto Press, 2010), p. 27 à 37 ; www.arij.org/wp-content/uploads/2016/03/The_Economic_Cost_of_the_Israeli_occupation_Report_upd.pdf.

⁴¹ www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/israel0116_web2.pdf.

la bande de Gaza (Accords d'Oslo II) a consacré cette exploitation⁴² et institutionnalisé de facto le monopole d'Israël sur 61 % de la Cisjordanie (zone C), riche en ressources. Israël tire profit de cette exploitation, qui coûte à l'économie palestinienne au moins 35 % de son PIB⁴³.

25. Des institutions financières et universitaires ont également favorisé la mise en place des conditions nécessaires au déplacement et au remplacement des Palestiniens. Des banques, des sociétés de gestion d'actifs, des fonds de pension et des assureurs ont affecté des fonds au profit de l'occupation illégale. Des universités – centres de la croissance et du pouvoir intellectuels – ont soutenu l'idéologie politique sous-tendant la colonisation des terres palestiniennes⁴⁴, ont mis au point des armes et ont ignoré ou même approuvé la violence systémique⁴⁵, tandis que des collaborations mondiales en matière de recherche ont dissimulé l'effacement des Palestiniens derrière un voile de neutralité académique.

26. Depuis octobre 2023, les systèmes de contrôle, d'exploitation et de dépossession qui étaient en place depuis longtemps se sont métamorphosés en infrastructures économiques, techniques et politiques mobilisées pour infliger des violences massives et des destructions immenses⁴⁶. Les entités qui favorisaient l'élimination et l'effacement des Palestiniens dans le cadre de l'économie d'occupation et en tiraient profit ne se sont pas désengagées mais, au contraire, participent à présent à l'économie du génocide.

27. Les sections qui suivent illustrent la manière dont huit secteurs clefs, fonctionnant séparément et de manière interdépendante dans le cadre des piliers centraux de l'économie coloniale de déplacement et de remplacement, se sont adaptés aux pratiques génocidaires.

A. Déplacement

28. Depuis octobre 2023, les armes et les technologies militaires utilisées pour favoriser l'expulsion des Palestiniens sont devenues des outils de massacre et de destruction, rendant Gaza et certaines parties de la Cisjordanie inhabitables. Les techniques de surveillance et d'incarcération habituellement utilisées pour imposer la ségrégation/l'apartheid sont devenues des instruments permettant de cibler la population palestinienne de manière indiscriminée. Des engins lourds utilisés auparavant pour démolir des habitations, détruire des infrastructures et s'emparer des ressources en Cisjordanie sont à présent utilisés pour anéantir le paysage urbain de Gaza, ce qui empêche les populations déplacées de revenir et de reformer une communauté.

Le secteur militaire : le business de l'élimination

29. C'est par la violence militaire qu'a été créé l'État d'Israël, et cette violence reste le moteur du projet colonial israélien de peuplement⁴⁷. Les fabricants d'armes israéliens et internationaux ont mis au point des systèmes de plus en plus efficaces pour chasser les Palestiniens de leurs terres. En collaborant comme en se faisant concurrence, ils ont perfectionné des technologies qui permettent à Israël d'intensifier l'oppression, la répression et la destruction⁴⁸.

⁴² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/654801468176641469/pdf/473230WP0GZ0Re101PUBLIC10Box334128B.pdf>, p. 2 et 3.

⁴³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/257131468140639464/pdf/Area-C-and-the-future-of-the-Palestinian-economy.pdf>, p. 5.

⁴⁴ Maya Wind, *Towers of Ivory and Steel: How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom* (New York, Verso, 2024) et Uri Yacobi Keller, « Academic boycott of Israel and the complicity of Israeli academic institutions in occupation of Palestinian territories », *Economy of the Occupation*, Socioeconomic Bulletin n° 23 (Alternative Information Center, 2009), p. 5.

⁴⁵ Samer Abdelnour, « Making a killing: Israel's military-innovation ecosystem and the globalization of violence », *Organization Studies*, vol. 44, n° 2 ; Ilan Pappée, *The Idea of Israel: A History of Power and Knowledge* (London, Verso, 2015).

⁴⁶ Voir TD/B/71/3 et A/79/343.

⁴⁷ Voir Antony Loewenstein, *The Palestine Laboratory* (New York, Verso, 2023).

⁴⁸ Ali H. Musleh, « Designing in real-time: an introduction to weapons design in the settler-colonial present of Palestine », *Design and Culture*, vol. 10, n° 1 (2018).

30. L'occupation prolongée et les campagnes militaires répétées ont permis de mettre à l'essai des capacités militaires de pointe : des plateformes de défense aérienne, des drones, des outils de ciblage faisant appel à l'intelligence artificielle et même le programme F-35 dirigé par les États-Unis d'Amérique. Ces technologies sont ensuite commercialisées comme ayant été « testées au combat »⁴⁹.

31. Le complexe militaro-industriel est devenu le pilier économique de l'État⁵⁰. Entre 2020 et 2024, Israël était le huitième exportateur mondial d'armes⁵¹. Les deux plus grandes entreprises d'armement israéliennes – Elbit Systems, créée sous la forme d'un partenariat public-privé puis privatisée, et Israel Aerospace Industries, détenue par l'État – figurent parmi les 50 premiers fabricants d'armes au monde⁵². Depuis 2023, Elbit Systems coopère étroitement aux opérations militaires israéliennes⁵³, en intégrant des membres essentiels de son personnel au Ministère de la défense, et a reçu en 2024 le prix de la défense israélienne⁵⁴. Elbit Systems et Israel Aerospace Industries assurent un approvisionnement essentiel en armement au niveau national⁵⁵ et renforcent les alliances militaires israéliennes grâce aux exportations d'armes⁵⁶ et au développement conjoint de technologies militaires.

32. Les partenariats internationaux de fourniture d'armement et de soutien technique ont renforcé la capacité d'Israël de maintenir l'apartheid et, récemment, de poursuivre son attaque contre Gaza. Israël bénéficie du plus grand programme d'approvisionnement en matériel de défense jamais réalisé, le programme de l'avion de chasse F-35⁵⁷, dirigé par l'entreprise américaine Lockheed Martin⁵⁸ et associant au moins 1 650 autres entreprises, dont le fabricant italien Leonardo S.p.A⁵⁹, et huit États. Les pièces et les composants fabriqués dans le monde entier contribuent à la flotte israélienne de F-35, qu'Israël personnalise et entretient en partenariat avec Lockheed Martin et des entreprises nationales⁶⁰. Le pays a été le premier à faire voler le F-35 au combat, en 2018, et à l'utiliser en « mode bête », en 2025⁶¹. Les avions de chasse F-35 et F-16 de Lockheed Martin, qui sont essentiels à l'armée de l'air israélienne⁶², ont des capacités d'emport et de tir importantes ; ils peuvent notamment transporter des bombes GBU-31 (JDAM, munitions interarmées d'attaque directe) et des bombes non guidées MK-84s de 2 000 livres ; un F-35 peut transporter plus

⁴⁹ www.linkedin.com/posts/israelimod_israel-showcases-advanced-defense-technologies-activity-7325900544680595456-gQ-C/ ; Loewenstein, *The Palestine Laboratory*, p. 5 et 6.

⁵⁰ Gabriel Sheffer et Oren Barak (dir. publ.), *Militarism and Israeli Society* (Bloomington, Indiana University Press, 2010).

⁵¹ www.sipri.org/sites/default/files/2025-03/fs_2503_at_2024_0.pdf, p. 2.

⁵² www.sipri.org/visualizations/2024/sipri-top-100-arms-producing-and-military-services-companies-world-2023.

⁵³ www.youtube.com/watch?v=cbIyvbbC68A (vers les minutes 41 et 42).

⁵⁴ Contribution 2.45 ; <https://en.globes.co.il/en/article-prioritizing-israel-creates-problems-for-elbit-systems-1001501806> ; www.youtube.com/watch?v=eEexR-3VrjI (2024) et www.youtube.com/watch?v=cbIyvbbC68A (vers la minute 42).

⁵⁵ <https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/israel-signs-deals-with-defence-firm-elbit-make-bombs-domestically-2025-01-07/>.

⁵⁶ <https://www.timesofisrael.com/israeli-arms-sales-break-record-for-4th-year-in-row-reaching-14-8-billion-in-2024/>.

⁵⁷ <https://www.congress.gov/crs-product/R48304> ; <https://ploughshares.ca/global-production-of-the-israeli-f-35i-joint-strike-fighter/> ; <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/14/fact-sheet-memorandum-understanding-reached-israel> ; www.gov.il/en/pages/ef35adir.

⁵⁸ investigate.afsc.org/company/lockheed-martin.

⁵⁹ <https://investigate.info/company/leonardo>.

⁶⁰ www.19fortyfive.com/2025/04/f-35i-adir-israels-custom-f-35-that-no-other-nation-has/ ; www.airandspaceforces.com/PDF/MagazineArchive/Documents/2017/April%202017/0417_Grudo_I_sraeli.pdf ; <https://www.israeldefense.co.il/en/node/38893> ; www.iai.co.il/f-16-aerostructures-and-f-35-wing-lockheed-martin ; <https://bulgarianmilitary.com/2025/02/15/israel-awaits-eight-upgraded-f-35s-with-improved-software/>.

⁶¹ <https://nationalinterest.org/blog/buzz/f-35i-adir-stealth-fighter-most-dangerous-warplane-earth-208569> ; www.twz.com/israeli-f-35-shoots-down-cruise-missile ; www.twz.com/air/israeli-f-35s-first-to-use-beast-mode-in-combat ; <https://nationalinterest.org/blog/buzz/f-35-beast-mode-how-americas-stealth-jet-becomes-bomb-truck-207837>.

⁶² www.wdmma.org/israeli-air-force.php#google_vignette ; www.lockheedmartin.com/en-il/index.html.

de 8 000 kg de bombes⁶³. Depuis octobre 2023, les F-35 et les F-16 ont une part essentielle dans la puissance aérienne sans précédent dont dispose Israël, qui lui a permis de larguer environ 85 000 tonnes de bombes⁶⁴, la plupart non guidées⁶⁵, de tuer et de blesser plus de 179 411 Palestiniens⁶⁶ et d'anéantir Gaza⁶⁷.

33. Les drones, quadricoptères et hexaoptères, sont aussi des machines de mort omniprésentes dans le ciel de Gaza⁶⁸. Mis au point et fournis en grande partie par Elbit Systems et Israel Aerospace Industries, ils volent depuis longtemps aux côtés des avions de chasse pour surveiller les Palestiniens et apporter du renseignement sur les objectifs⁶⁹. Au cours des vingt dernières années, grâce au soutien de ces entreprises et à des collaborations avec des institutions telles que le Massachusetts Institute of Technology⁷⁰, les drones utilisés par Israël ont été dotés de systèmes d'armes autonomes et de la capacité de voler en essaim⁷¹.

34. Pour fournir ces armes à Israël et faciliter les transactions d'armes à l'importation et à l'exportation, les fabricants ont recours à un réseau d'intermédiaires, notamment des cabinets d'avocats, d'audit et de conseil, ainsi que des marchands d'armes, des agents et des courtiers⁷². Des fournisseurs comme l'entreprise japonaise FANUC Corporation fournissent des machines robotisées pour les chaînes de fabrication d'armes, notamment pour Israel Aerospace Industries, Elbit Systems et Lockheed Martin⁷³. Des compagnies maritimes, comme l'entreprise danoise A. P. Moller – Maersk A/S, transportent des composants, des pièces, des armes et des matières premières et assurent ainsi la régularité de l'approvisionnement en équipements militaires américains depuis octobre 2023⁷⁴.

⁶³ <https://ndia.dtic.mil/wp-content/uploads/2010/armament/TuesdayLandmarkADougHayward.pdf>, p. 12 et 14 ; https://www.f-16.net/f-16_armament_article9.html ;

<https://www.airandspaceforces.com/weapons-platforms/gbu-31-32-38-jdam/>.

⁶⁴ <https://environment.ps/en/gazza/>.

⁶⁵ <https://www.wsj.com/world/middle-east/u-s-sends-israel-2-000-pound-bunker-buster-bombs-for-gaza-war-82898638>.

⁶⁶ Au 5 juin 2025 ;

<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrljoiODAxNTYzMDYtMjQ3YS00OTMzLTkxMWQ0OTU1NWUwMzE5NTMwIiwidCI6ImY2MTBjMGJlLWJkMjQ0NGIzOS04MTBiLTNkYzI4MGFmYjU5MCI6ImMiOj9>.

⁶⁷ www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/opt/20240619-ohchr-thematic-report-indiscrim-disprop-attacks-gaza-oct-dec2023.pdf, p. 6 à 12 ; <https://danwatch.dk/en/major-civilian-casualties-danish-equipped-fighter-jets-behind-bloody-attack-in-gaza/> ; www.amnesty.org/en/documents/mde15/8668/2024/en/, p. 106 à 120 ; <https://aviationweek.com/defense-space/budget-policy-operations/us-f-35-sustainment-lead-details-israel-fleet-ops-october> ; www.reuters.com/world/us-has-sent-israel-thousands-2000-pound-bombs-since-oct-7-2024-06-28/.

⁶⁸ <http://www.idf.il/en/mini-sites/our-corps-units-brigades/sky-rider-unit/sky-rider-unit/> ; <https://euromedmonitor.org/en/article/6166/Gaza:-Israel-systematically-uses-quadcopters-to-kill-Palestinians-from-a-close-distance>.

⁶⁹ Stefan Borg, « Assembling Israeli drone warfare: loitering surveillance and operational sustainability », *Security Dialogue*, vol. 52, n° 5 (2021) ; www.bbc.com/arabic/articles/c98zw7yqr21o (en arabe) ; <https://dronewars.net/wp-content/uploads/2019/11/DW-FracturedLives-WEB.pdf>, p. 3.

⁷⁰ Contribution 3.1.17 ; <https://arxiv.org/pdf/2212.03298> ; <https://archive.org/details/MIT-research-expenditures-by-sponsor-2023/page/n1/mode/2up>.

⁷¹ www.mako.co.il/news-military/6361323ddea5a810/Article-2c5864e6289cb81027.htm (en hébreu) ; <https://www.newscientist.com/article/2282656-israel-used-worlds-first-ai-guided-combat-drone-swarm-in-gaza-attacks/> ; <https://www.defenseone.com/ideas/2021/07/israels-drone-swarm-over-gaza-should-worry-everyone/183156/>.

⁷² Andrew Feinstein et Paul Holden, « The failure of regulation of the global arms trade as a consequence of high-level conflicts of interest », *Brown Journal of World Affairs*, vol. 27, n° 1 (2020).

⁷³ Contribution 2.39 ; <https://jobs.iaai.co.il/job/76041120/> ; www.facebook.com/watch/?mibextid=WC7FNe&v=415983857439668&rid=uNT8CldfcPhxginnm ; www.youtube.com/watch?v=jY9ImDeRKpg.

⁷⁴ <https://static1.squarespace.com/static/664aed65d320123f2b3ab647/t/6839b7ef4b4ad5057504c8c1/1748613120265/REPORT-Maersk-F35Program-05272025.pdf>.

35. Pour des entreprises israéliennes comme Elbit Systems et Israel Aerospace Industries, le génocide en cours est une opération rentable. Entre 2023 et 2024, l'augmentation de 65 % des dépenses militaires israéliennes – qui ont représenté 46,5 milliards de dollars⁷⁵, soit l'un des montants par habitant les plus élevés au monde – a entraîné une forte hausse de leurs bénéfices annuels⁷⁶. Les entreprises d'armement étrangères, en particulier les producteurs de munitions et de matériel militaire, en profitent également⁷⁷.

Surveillance et système carcéral : la face cachée de la « start-up nation »

36. La répression des Palestiniens a été progressivement automatisée ; les entreprises du secteur des technologies fournissent une infrastructure à double usage⁷⁸ permettant d'intégrer la collecte massive de données et la surveillance, tout en profitant du terrain d'essai unique que représente le territoire palestinien occupé pour la technologie militaire⁷⁹. Alimentés par les géants américains des technologies, qui établissent des filiales et des centres de recherche-développement en Israël⁸⁰, les besoins de sécurité mis en avant par Israël ont stimulé des évolutions sans précédent dans les centres carcéraux et les services de surveillance : réseaux de vidéosurveillance (CCTV), surveillance biométrique, réseaux de points de contrôle de haute technologie, « murs intelligents », surveillance par drones, informatique en nuage, intelligence artificielle et analyse des données à l'appui du personnel militaire sur le terrain⁸¹.

37. Les entreprises technologiques israéliennes se développent souvent à partir d'infrastructures et de stratégies militaires⁸², comme cela a été le cas de l'entreprise NSO Group, fondée par d'anciens membres de l'Unité 8200⁸³. Son logiciel espion Pegasus, conçu pour la surveillance secrète des smartphones, a été utilisé contre des militants palestiniens⁸⁴ et utilisé sous licence dans le monde entier pour cibler des dirigeants, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme⁸⁵. Exportée dans le cadre de la loi sur le contrôle des

⁷⁵ www.sipri.org/sites/default/files/2025-04/2504_fs_milex_2024.pdf.

⁷⁶ www.elbitsystems.com/sites/default/files/2025-03/18032025e.pdf ; www.linkedin.com/posts/israelimod_israel-mod-purchases-advanced-drones-and-activity-7269631533118889984-4NIO/ ; [www.linkedin.com/posts/israelimod_israel-mod-awards-55m-contract-to-elbit-activity-7330194304629403648-YUG/-](https://www.linkedin.com/posts/israelimod_israel-mod-awards-55m-contract-to-elbit-activity-7330194304629403648-YUG-/) ; <https://defence-industry.eu/israel-aerospace-industries-iai-reports-record-profits-and-orders-in-2024/>.

⁷⁷ www.nasdaq.com/market-activity/stocks/lmt/historical?page=1&rows_per_page=10&timeline=y5 ; <https://www.reuters.com/world/us-has-sent-israel-thousands-2000-pound-bombs-since-oct-7-2024-06-28/> ;

https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2023/2024/Costs%20of%20War_US%20Support%20Since%20Oct%207%20FINAL%20v2.pdf, p. 21 et 22 ;

www.rheinmetall.com/en/products/weapons-and-munition/weapons-and-ammunition/aircraft-bombs ; https://www.usaspending.gov/award/CONT_AWD_W52P1J22F0208_9700_W52P1J19D0015_9700.

⁷⁸ Cette technologie devrait être dûment examinée dans le cadre de l'Arrangement de Wassenaar relatif aux contrôles des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage (voir <https://www.wassenaar.org/app/uploads/2020/05/Public-Docs-Vol-I-Founding-Documents-French-version.pdf>). Voir aussi le Règlement (UE) 2021/821.

⁷⁹ Voir aussi Rhys Machold, « Reconsidering the laboratory thesis: Palestine/Israel and the geopolitics of representation », *Political Geography*, vol. 65 (2018).

⁸⁰ <https://research.ibm.com/labs/israel> ; www.microsoft.com/en-us/whoweare/AboutUs ; <https://startup.google.com/campus/tel-aviv/> ; <https://pages.awscloud.com/rs/112-TZM-766/images/AWS%20Economic%20Impact%20Study%20Israel%20Infographics.pdf>.

⁸¹ Voir, par exemple, <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde15/6701/2023/fr/> ; contribution 2.24.

⁸² Loewenstein, *The Palestine Laboratory*, p. 83 à 85 ; <https://besacenter.org/is-israel-the-start-up-nation-because-of-its-unique-security-situation/>.

⁸³ Loewenstein, *The Palestine Laboratory*, p. 147 et 148.

⁸⁴ www.amnesty.org/en/latest/research/2021/11/devices-of-palestinian-human-rights-defenders-hacked-with-nso-groups-pegasus-spyware-2/.

⁸⁵ <https://www.amnesty.org/fr/documents/doc10/4491/2021/fr/> ; www.haaretz.com/israel-news/tech-news/2022-04-05/ty-article-magazine-nso-pegasus-spyware-file-complete-list-of-individuals-targeted/0000017f-ed7a-d3be-ad7f-ff7b5a600000.

exportations de défense, la technologie de surveillance de NSO Group permet une « diplomatie du logiciel espion » tout en renforçant l'impunité de l'État⁸⁶.

38. L'entreprise IBM, présente en Israël depuis 1972, forme des membres du personnel militaire et des services de renseignement, en particulier de l'Unité 8200, à travailler pour le secteur des technologies et les start-up⁸⁷. Depuis 2019, IBM Israël exploite et met à jour la base de données centrale de l'Autorité chargée des questions relatives à la population et à l'immigration⁸⁸, permettant ainsi la collecte, le stockage et l'utilisation par les autorités de données biométriques sur les Palestiniens et favorisant le régime de permis discriminatoire d'Israël⁸⁹. Avant IBM, Hewlett Packard Enterprises (HPE) gère la base de données et sa filiale israélienne fournit toujours des serveurs⁹⁰. Hewlett Packard (HP) facilite depuis longtemps les systèmes d'apartheid d'Israël, en fournissant des technologies à l'Unité de coordination des activités gouvernementales dans les Territoires (COGAT), à l'administration pénitentiaire et à la police⁹¹. Depuis la division de l'entreprise en Hewlett Packard Enterprises d'un côté et HP Inc. de l'autre en 2015, des structures commerciales opaques masquent le rôle des sept filiales israéliennes restantes⁹².

39. Microsoft est présent en Israël⁹³ depuis 1991 et y a développé son plus grand centre hors des États-Unis. Ses technologies sont utilisées dans l'administration pénitentiaire, la police, les universités et les écoles, y compris dans les colonies⁹⁴. Depuis 2003, Microsoft fournit ses systèmes et ses technologies civiles à l'armée israélienne⁹⁵, tout en acquérant des start-up israéliennes spécialisées dans la cybersécurité et la surveillance⁹⁶.

40. Alors que les mécanismes de l'apartheid, le système militaire et les dispositifs de contrôle de la population génèrent des volumes croissants de données, Israël s'appuie de plus en plus sur le stockage et l'informatique en nuage. En 2021, Israël a attribué à Alphabet Inc. (Google) et Amazon.com, Inc. un contrat de 1,2 milliard de dollars (Projet Nimbus)⁹⁷, financé en grande partie par les dépenses du Ministère de la défense⁹⁸, pour la fourniture d'une infrastructure technologique de base.

41. Microsoft, Alphabet et Amazon accordent à presque tous les organes publics israéliens un accès à leurs technologies de nuage et d'intelligence artificielle, ce qui améliore le traitement des données et la prise de décisions et renforce les capacités de surveillance et

⁸⁶ www.gov.il/en/pages/mod-tightens-control-of-cyber-exports-6-december-2021 ; https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2023-0189_FR.html, par. 19 et 85 ; www.haaretz.com/israel-news/tech-news/2022-02-03/ty-article/.premium/israels-spyware-diplomacy-is-an-extension-of-its-long-bloody-history-of-arms-sales/0000017f-f882-ddde-abff-fce787ac0000.

⁸⁷ www.whoprofits.org/companies/company/7236 ; https://finder.startupnationcentral.org/program_page/ibm-alpha-zone.

⁸⁸ www.gov.il/he/pages/ibm_maintenance_contract_with_piba (en hébreu).

⁸⁹ www.truthdig.com/articles/the-big-tech-behind-israels-digital-apartheid/ ; voir aussi A/HRC/53/59, par. 93.

⁹⁰ <https://www.whoprofits.org/companies/company/3774>.

⁹¹ <https://www.whoprofits.org/publications/report/137> ; A/67/379, par. 67 à 71.

⁹² www.sec.gov/Archives/edgar/data/47217/000004721724000080/hp10-31x24ex21subsidiaries.htm ; <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1645590/000164559023000117/ex-21x10312023.htm> ; <https://www.whoprofits.org/publications/report/160>.

⁹³ <https://bdsmovement.net/microsoft>.

⁹⁴ <https://medium.com/@notechforapartheid/a-marriage-made-in-hell-an-introduction-to-microsofts-complicity-in-apartheid-and-genocide-d7dfad65a196> ; <https://mr.gov.il/ilgstorefront/en/p/646740> (en anglais et en hébreu).

⁹⁵ <https://mondoweiss.net/2021/03/how-microsoft-is-invested-in-israeli-settler-colonialism/> ; www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-2302074,00.html (en hébreu).

⁹⁶ <https://blogs.microsoft.com/blog/2015/09/08/microsoft-acquires-adallom-to-advance-identity-and-security-in-the-cloud/> ; <https://blogs.microsoft.com/blog/2020/06/22/microsoft-acquires-cyberx-to-accelerate-and-secure-customers-iot-deployments/>.

⁹⁷ <https://mr.gov.il/ilgstorefront/en/news/details/111222> ; www.documentcloud.org/documents/24630181-0683x000010wodmq2/ (en hébreu).

⁹⁸ www.nytimes.com/2024/12/03/technology/google-israel-contract-project-nimbus.html ; www.documentcloud.org/documents/24630178-intercept-translation-of-appendix-b-of-project-nimbus-tender-document/.

d'analyse⁹⁹. En octobre 2023, lorsque le nuage interne de l'armée israélienne a été surchargé¹⁰⁰, Microsoft, avec sa plateforme Azure, et le consortium Project Nimbus sont intervenus en fournissant des infrastructures essentielles de nuage et d'intelligence artificielle¹⁰¹. Leurs serveurs situés en Israël garantissent la souveraineté des données et une protection contre les poursuites¹⁰², dans le cadre de contrats avantageux garantissant des restrictions ou une surveillance minimales¹⁰³. En juillet 2024, un colonel israélien, citant ces entreprises, a décrit la technologie du nuage comme une arme dans tous les sens du terme¹⁰⁴.

42. L'armée israélienne a mis au point des systèmes d'intelligence artificielle tels que « Lavender », « Gospel » et « Where's Daddy ? » pour traiter les données et produire des listes d'objectifs¹⁰⁵, ce qui redéfinit la guerre moderne et montre que l'intelligence artificielle est à double usage. Palantir Technologies Inc., dont la collaboration technologique avec Israël est bien antérieure à octobre 2023, a élargi son soutien à l'armée israélienne après octobre 2023¹⁰⁶. Il y a des raisons de croire que la société a fourni des technologies de police prédictive, des infrastructures de défense de base pour la mise au point et le déploiement rapides et à grande échelle de logiciels militaires ainsi que sa plateforme d'intelligence artificielle, qui permet l'intégration en temps réel des données du terrain en vue d'une prise de décisions automatisée¹⁰⁷. En janvier 2024, Palantir a annoncé un nouveau partenariat stratégique avec Israël et a organisé une réunion de son conseil d'administration à Tel-Aviv, « en signe de solidarité »¹⁰⁸ ; en avril 2025, son directeur général a répondu aux accusations selon lesquelles l'entreprise avait tué des Palestiniens à Gaza en déclarant : « des terroristes, pour la plupart, c'est vrai »¹⁰⁹. Ces deux faits sont révélateurs de la connaissance qu'ont les dirigeants des entreprises de l'usage illégal de la force par Israël et de leurs objectifs à cet égard ainsi que du fait qu'ils ne font rien pour prévenir cet usage et ne mettent pas fin à leur collaboration¹¹⁰.

43. La « start-up nation » israélienne, qui a bénéficié de l'essor de la sécurisation au niveau mondial après les événements du 11 septembre 2001, a été très dynamisée par le génocide. En 2024, le pays se classait au premier rang mondial pour le nombre de start-up par habitant et affichait une augmentation de 143 % du nombre de start-up opérant dans le

⁹⁹ www.datacenterdynamics.com/en/news/microsoft-confirms-its-providing-ai-and-cloud-services-to-israeli-military-for-war-in-gaza/ ; www.972mag.com/cloud-israeli-army-gaza-amazon-google-microsoft/ ; www.washingtonpost.com/technology/2025/01/21/google-ai-israel-war-hamas-attack-gaza/.

¹⁰⁰ www.youtube.com/watch?v=qLBDfnZJrC8 (en hébreu) ; <https://www.pc.co.il/news/אבטחת-מידע-412016/וסייבר>.

¹⁰¹ www.theguardian.com/world/2025/jan/23/israeli-military-gaza-war-microsoft ; contribution 2.27.

¹⁰² www.gov.il/en/pages/_bpress_20102022 ; http://www.gov.il/en/pages/press_01082023_b ; <https://news.microsoft.com/source/emea/features/microsoft-to-launch-new-cloud-datacenter-region-in-israel/>.

¹⁰³ Contribution 2.29 ; <https://www.timesofisrael.com/israel-signs-deal-for-cloud-services-with-google-amazon/> ; <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2025/05/15/statement-technology-israel-gaza/>.

¹⁰⁴ www.youtube.com/watch?v=qLBDfnZJrC8.

¹⁰⁵ www.hrw.org/news/2024/09/10/gaza-israeli-militarys-digital-tools-risk-civilian-harm ; <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/04/gaza-un-experts-deplore-use-purported-ai-commit-domicide-gaza-call> ; <https://verfassungsblog.de/gaza-artificial-intelligence-and-kill-lists/> ; <https://www.palestine-studies.org/en/node/1656285>.

¹⁰⁶ Lettre de Palantir, datée du 22 mai 2025, adressée à la Rapporteuse spéciale (consultable auprès du secrétariat).

¹⁰⁷ www.haaretz.com/israel-news/2017-05-31/ty-article-magazine/.premium/israel-jails-palestinians-who-fit-terrorist-profile/0000017f-f85f-d044-adff-fb5c8a0000 ; <https://blog.palantir.com/announcing-palantir-government-web-services-9fa1cdbbc6fc> ; www.palantir.com/platforms/aip/ ; <https://d18rn0p25nwr6d.cloudfront.net/CIK-0001321655/d75a90fd-c80a-40bd-b60c-1f5b8c10127e.pdf> ; www.thenation.com/article/world/nsa-palantir-israel-gaza-ai/ ; <https://responsiblestatecraft.org/peter-thiel-israel-palantir/>.

¹⁰⁸ www.palantir.com/assets/xrfr7uokpv1b/3MuEeA8MLbLDAyxixTsiIe/9e4a11a7fb058554a8a1e3cd83e31c09/C134184_finaIprint.pdf.

¹⁰⁹ https://m.youtube.com/watch?v=uQCazCIId_9o (entre 1 h 24' 12 et 1 h 25' 15).

¹¹⁰ Voir www.alhaq.org/cached_uploads/download/2024/06/11/11-june-2024-obligations-of-third-states-and-corporations-to-prevent-and-punish-genocide-in-gaza-3-1718133118.pdf.

domaine de la technologie militaire ; le secteur des technologies représentait 64 % des exportations israéliennes durant le génocide¹¹¹.

Le camouflage civil : une machinerie lourde au service de la destruction coloniale de peuplement

44. Les technologies civiles sont depuis longtemps utilisées comme des outils à double usage au service de l'occupation coloniale de peuplement¹¹². L'armée israélienne a grandement besoin des équipements commercialisés par les principaux fabricants mondiaux pour « arracher les Palestiniens à leurs terres¹¹³, détruire les habitations, les bâtiments publics, les terres agricoles, les routes et d'autres infrastructures vitales. Depuis octobre 2023, ces équipements ont joué un rôle fondamental dans la dégradation et la destruction de 70 % des structures et de 81 % des terres cultivées à Gaza¹¹⁴.

45. Depuis des décennies, Caterpillar Inc.¹¹⁵ fournit à Israël des équipements utilisés pour démolir les habitations et les infrastructures palestiniennes¹¹⁶, à la fois dans le cadre du programme américain de financement militaire étranger¹¹⁷ et par l'intermédiaire d'un titulaire de licence exclusive réquisitionné par l'armée¹¹⁸. En partenariat avec des entreprises comme Israel Aerospace Industries¹¹⁹, Elbit Systems¹²⁰ et RADA Electronic Industries¹²¹, propriété de Leonardo DRS, Inc., Israël a transformé le bulldozer D9 de Caterpillar en une arme de base de l'armée, automatisée et commandée à distance¹²², déployée dans presque toutes les actions militaires depuis 2000 pour dégager les lignes d'incursion, « neutraliser » le territoire et tuer des Palestiniens¹²³. Il a été établi que, depuis octobre 2023, du matériel Caterpillar est utilisé pour procéder à des démolitions massives¹²⁴, notamment d'habitations¹²⁵, de mosquées¹²⁶ et d'infrastructures vitales¹²⁷, pour attaquer des hôpitaux¹²⁸ et pour enterrer

¹¹¹ www.jefferies.com/wp-content/uploads/sites/4/2025/03/Israel-in-the-New-Middle-East-April-2025.pdf. Voir aussi <https://startupnationcentral.org/wp-content/uploads/EcoTalk-JAN25.pdf>.

¹¹² Voir l'Arrangement de Wassenaar.

¹¹³ Eyal Weizman, *Ungrounding: The Architecture of a Genocide* (Penguin, forthcoming 2026).

¹¹⁴ <https://unosat.org/products/4130> ; <https://unosat.org/products/4072> ; https://content.forensic-architecture.org/wp-content/uploads/2024/10/FA_A-Spatial-Analysis-of-the-Israeli-militarys-conduct-in-Gaza-since-October-2023.pdf.

¹¹⁵ www.whoprofits.org/companies/company/3772.

¹¹⁶ www.amnestyusa.org/blog/caterpillar-incs-role-in-human-rights-violations-in-the-occupied-palestinian-territories/. Voir aussi www.btselem.org/punitive_demolition.

¹¹⁷ Cour d'appel des États-Unis pour le neuvième circuit, *Corrie et al. v. Caterpillar Inc.*, affaire n° 05-36210, avis, 17 septembre 2007 ; <https://media.defense.gov/2025/Mar/03/2003653977/-1/-1/1/PRESS%20RELEASE%20-%20ISRAEL%2024-38%20CN.PDF>.

¹¹⁸ <https://catused.cat.com/en/dealer.aspx?orgid=%7Bef3993c9-e4f1-4657-a305-51c5883c06f3%7D> ; www.ite-cat.co.il/en ; www.haaretz.com/2009-03-11/ty-article/idf-to-draft-civilians-to-maintain-bulldozers-in-battle/0000017f-e7a4-df2c-a1ff-fff518120000.

¹¹⁹ www.iai.co.il/p/panda.

¹²⁰ www.elbitsystems.com/news/israeli-ministry-defense-selects-elbit-systems-iron-fist-light-decoupled-active-protection.

¹²¹ <https://usa.leonardo.com/en/press-release-detail/-/detail/leonardo-drs-announces-closing-of-merger-with-rada> ; www.drada.com/blog/israeli-ministry-of-defense-selects-iron-fist-aps-which-includes-radas-compact-hemispheric-radars.

¹²² www.forbes.com/sites/erictgler/2023/10/24/israels-armored-caterpillar-bulldozers-will-be-active-in-gaza/ ; www.ynetnews.com/article/rknechyc ; www.calcalist.co.il/local_news/article/sj11q00i8nt (en hébreu).

¹²³ <https://corporateoccupation.org/2020/04/24/caterpillar-a-company-profile/> ; <https://bdsmovement.net/news/how-israel-uses-caterpillar-machinery-carry-out-extrajudicial-executions> ; <https://www.amnestyusa.org/blog/caterpillar-incs-role-in-human-rights-violations-in-the-occupied-palestinian-territories/>.

¹²⁴ <https://x.com/ytirawi/status/1855614179056439567>.

¹²⁵ <https://x.com/trackingisrael/status/1875627003426255102>.

¹²⁶ <https://x.com/trackingisrael/status/1886853187316912638>.

¹²⁷ <https://x.com/trackingisrael/status/1926731978256060869>.

¹²⁸ www.whoprofits.org/companies/company/3772.

vivants des Palestiniens blessés¹²⁹. En 2025, Caterpillar a conclu un nouveau contrat de plusieurs millions de dollars avec Israël¹³⁰.

46. L'entreprise de la République de Corée HD Hyundai¹³¹ et sa filiale Doosan¹³², dont elle détient une partie des activités, l'entreprise suédoise Volvo Group¹³³ et d'autres grands fabricants d'engins lourds sont depuis longtemps liés à la destruction de biens palestiniens et fournissent tous des équipements par l'intermédiaire de concessionnaires israéliens sous licence exclusive¹³⁴. Le titulaire de la licence Volvo est une entreprise qui figure dans la base de données du HCDH ; avec Volvo, ils possèdent Merkavim Transportation Technologies Ltd, qui produit des bus blindés vendus pour desservir les colonies¹³⁵. Depuis 2007 au moins, des engins Volvo sont utilisés pour raser des quartiers palestiniens, notamment à Jérusalem-Est¹³⁶ et à Massafer Yatta¹³⁷. Depuis plus de dix ans, des engins HD Hyundai sont utilisés pour détruire des habitations palestiniennes¹³⁸ et raser des terres agricoles, notamment des oliveraies¹³⁹. Après les événements d'octobre 2023, Israël a fait une utilisation accrue du matériel de ces entreprises pour détruire des villes de Gaza¹⁴⁰, notamment pour raser Rafah¹⁴¹ et Jabaliya¹⁴², après quoi l'armée a masqué leurs logos¹⁴³.

47. Ces entreprises continuent d'approvisionner le marché israélien malgré les nombreuses preuves de l'utilisation criminelle de leurs engins par Israël et les appels répétés de groupes de défense des droits de l'homme les engageant à rompre leurs liens avec Israël¹⁴⁴. De fournisseurs passifs, il sont devenus les contributeurs volontaires d'un système de déplacement.

¹²⁹ www.business-humanrights.org/en/latest-news/israel-palestine-israeli-army-bulldozers-allegedly-run-over-wounded-civilians-in-northern-gaza-co-did-not-respond/.

¹³⁰ <https://media.defense.gov/2025/Mar/03/2003653977/-1/-1/1/PRESS%20RELEASE%20-%20ISRAEL%2024-38%20CN.PDF>.

¹³¹ www.whoprofits.org/companies/company/3771.

¹³² www.oemoffhighway.com/market-analysis/industry-news/news/21590588/hyundai-acquires-dosan ; www.hd-infracore.com/en/company/media/news-view/20175112.

¹³³ www.whoprofits.org/companies/company/3644.

¹³⁴ www.efco.co.il/en/hyundai/ ; www.mct.co.il/en/history/.

¹³⁵ www.mct.co.il/en/history/ ; www.merkavim.co.il/en/Project/34/Mars-Defender ; www.youtube.com/watch?v=kgFrrZzpQXY ; www.egged.co.il/Bus-924-Daf.aspx ; www.egged.co.il/Bus-1001-Volvo-B12B.aspx (pour accéder à ce site Web et à plusieurs autres sites référencés dans le présent rapport en dehors d'Israël, il faut utiliser un réseau privé virtuel (VPN)).

¹³⁶ A/67/379, par. 58 à 61 ; https://www.whoprofits.org/writable/uploads/publications/1668628326_d431e6ac8c4db6e661ba.pdf, p. 22 à 27 ; www.business-humanrights.org/en/latest-news/home-demolitions-in-beit-hanina-executed-with-volvo-and-hyundai-equipment-israel-the-occupied-territories/.

¹³⁷ <https://stopthewall.org/2022/06/02/who-is-aiding-israel-corporate-complicity-in-masafer-yatta-ethnic-cleansing/>.

¹³⁸ www.whoprofits.org/writable/uploads/publications/1668628326_d431e6ac8c4db6e661ba.pdf.

¹³⁹ www.whoprofits.org/publications/report/138.

¹⁴⁰ www.972mag.com/israel-gaza-total-urban-destruction/ ;

<https://x.com/YinonMagal/status/1917560269007470856>.

¹⁴¹ <https://x.com/ytirawi/status/1913376210790338961> ; <https://tiktokgenocide.com/uploads/israeli-soldiers-film-their-active-destruction-of-everything-in-rafah> ; <https://tiktokgenocide.com/uploads/4-israeli-excavators-destroying-buildings-othman-ibn-affan-street-rafah> ;

<https://x.com/MiddleEastMnt/status/1852687041152045271> ;

<https://x.com/ytirawi/status/1913376210790338961?s=46&t=JH7WTzQ0dcUtXAxqglAAxw> ;

<https://x.com/PalinfoAr/status/1865994832922956257> (en arabe) ;

<https://x.com/YinonMagal/status/1917560269007470856> (en hébreu).

¹⁴² <https://x.com/trackingisrael/status/1877801096275431758> ;

<https://x.com/EyeonPalestine/status/1863159845504835630> ;

<https://x.com/LockMona/status/1863220509690720647>.

¹⁴³ www.idf.il/en/mini-sites/idf-press-releases-israel-at-war/april-25-pr/the-golani-brigade-and-the-188th-armored-brigade-established-the-morag-corridor/.

¹⁴⁴ www.hrw.org/news/2004/11/21/israel-caterpillar-should-suspend-bulldozer-sales ;

<https://bdsmovement.net/news/hyundai-heavy-industries-end-complicity-with-apartheid>.

B. Remplacement

48. Si des entreprises ont contribué à la destruction de la vie des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé, elles ont également aidé à la construction de ce qui la remplace, à savoir à la construction de colonies et de leurs infrastructures, à l'exploitation et au commerce de matières premières, de l'énergie et de produits agricoles, et à l'accueil de visiteurs dans les colonies comme s'il s'agissait d'une destination de vacances ordinaire. Depuis les événements d'octobre 2023, ces activités contribuent à une croissance sans précédent de la colonisation, des entreprises continuant de faciliter la création de conditions d'existence devant entraîner la destructions de la population palestinienne, notamment en coupant la quasi-totalité de l'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant.

Construction : chez soi sur des terres volées

49. Des entreprises ont construit plus de 371 colonies et avant-postes illégaux, les ont alimentés en électricité ou font du commerce avec eux, facilitant le remplacement par Israël de la population autochtone du territoire palestinien occupé¹⁴⁵. En 2024, le phénomène s'est intensifié, après que l'administration des colonies, relevant précédemment de l'armée, a été transférée aux autorités civiles et que le budget du Ministère de la construction et du logement a doublé, avec 200 millions de dollars alloués à la construction de colonies¹⁴⁶. Entre novembre 2023 et octobre 2024, Israël a établi 57 nouvelles colonies et avant-postes¹⁴⁷, avec la contribution d'entreprises israéliennes et internationales qui ont fourni des machines, des matières premières et un soutien logistique.

50. Des excavateurs et des équipements lourds Caterpillar, HD Hyundai et Volvo sont utilisés pour la construction de colonies illégales depuis au moins dix ans¹⁴⁸. L'entreprise allemande Heidelberg Materials AG¹⁴⁹, par l'intermédiaire de sa filiale Hanson Israel, a contribué au pillage de millions de tonnes de dolomie provenant de la carrière de Nahal Raba, sur des terres saisies à des villages palestiniens de Cisjordanie¹⁵⁰. En 2018, Hanson Israël a remporté un appel d'offres public pour la fourniture de matières premières provenant de cette carrière pour la construction de colonies¹⁵¹, et a depuis presque épuisé la carrière, ce qui a entraîné des demandes d'extension constantes¹⁵².

51. Diverses entreprises ont contribué à la construction de routes et d'infrastructures de transport public essentielles à l'établissement et à l'expansion des colonies et à leur connexion à Israël tout en excluant et en ségréguant les Palestiniens¹⁵³. La société espagnole/basque Construcciones Auxiliari de Ferrocarriles¹⁵⁴ a rejoint un consortium avec une entreprise figurant dans la base de données du HCDH pour entretenir et développer la ligne rouge du Jerusalem Light Rail et construire la nouvelle ligne verte¹⁵⁵, alors que d'autres

¹⁴⁵ A/HRC/58/73, par. 14 et 19.

¹⁴⁶ Ibid., par. 16.

¹⁴⁷ Ibid., par. 14 et 19.

¹⁴⁸ www.whoprofits.org/writable/uploads/publications/1668628326_d431e6ac8c4db6e661ba.pdf ; <https://corporateoccupation.org/2010/06/16/volvo-equipment-effective-tool-in-the-israeli-occupation-of-palestine/> ; www.whoprofits.org/companies/company/3644.

¹⁴⁹ www.whoprofits.org/companies/company/3840.

¹⁵⁰ www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/israel0116_web2.pdf, p. 45 à 49 ; www.somo.nl/wp-content/uploads/2020/02/ViolationsSetInStone-EN.pdf ; https://media.business-humanrights.org/media/documents/files/documents/Heidelberg_Cement_response.pdf.

¹⁵¹ www.somo.nl/download/39733/, p. 31 ; <https://mr.gov.il/ilgstorefront/en/p/attachment/005056BF4DAB1EDA95D45E47A9EB211B/%D7%9E%D7%A1%D7%9E%D7%9B%D7%99%20%D7%94%D7%9C%D7%99%D7%9A> (en hébreu).

¹⁵² <https://mavat.iplan.gov.il/SV4/1/7000965865/310> (en hébreu) ;

www.heidelbergmaterials.com/sites/default/files/2024-05/Group%20Payment%20Report%202023_engl_web.pdf, p. 23.

¹⁵³ www.whoprofits.org/companies/company/3958 ;

https://badil.org/cached_uploads/view/2021/04/19/wp23-sfi-1618823935.pdf, p. 33 à 40.

¹⁵⁴ <https://bdsmovement.net/boycott-caf>.

¹⁵⁵ www.cafmobility.com/en/press-room/jerusalem-tram-project/.

entreprises s'étaient retirées sous la pression internationale¹⁵⁶. Ces lignes, qui comprennent 27 kilomètres de nouvelles voies et 50 nouvelles stations en Cisjordanie, relient les colonies à Jérusalem-Ouest¹⁵⁷. Des excavateurs et des machines Doosan et Volvo ont été utilisés¹⁵⁸, et la filiale de Heidelberg a fourni des matériaux pour un pont de métro léger¹⁵⁹.

52. Des sociétés immobilières vendent des biens dans les colonies à des acheteurs israéliens et internationaux. Le groupe immobilier mondial Keller Williams Realty LLC, par l'intermédiaire de son franchisé israélien KW Israel¹⁶⁰, gère des succursales dans les colonies¹⁶¹. En mars 2024, Keller Williams, par l'intermédiaire d'un autre franchisé, Home in Israel¹⁶², a organisé une tournée de présentation au Canada et aux États-Unis¹⁶³, parrainée conjointement avec plusieurs sociétés développant et commercialisant des milliers d'appartements dans les colonies¹⁶⁴.

La mainmise sur les ressources naturelles : l'incubateur de conditions d'existence devant entraîner la destruction

53. Depuis 1967, Israël exerce un contrôle systématique sur les ressources naturelles palestiniennes, en construisant des infrastructures qui intègrent ses colonies dans les systèmes nationaux israéliens et renforcent la dépendance des Palestiniens à leur égard.

54. Lorsque le Ministre israélien de la défense Yoav Gallant a ordonné un « siège complet » de Gaza le 9 octobre 2023, coupant instantanément l'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant¹⁶⁵, cette dépendance créée de toutes pièces – conçue pour déplacer et contrôler les habitants – a été utilisée à des fins de génocide. L'approvisionnement n'a jamais été entièrement rétabli, ce qui a contribué à soumettre intentionnellement les Palestiniens à des conditions d'existence devant entraîner leur destruction en tant que groupe¹⁶⁶. C'est également la raison pour laquelle la mainmise sur les ressources de la Cisjordanie – renforcée après octobre 2023 – ne peut être considérée indépendamment de la destruction qui a lieu à Gaza¹⁶⁷.

Eau

55. Israël oblige les Palestiniens à acheter de l'eau provenant de deux grands aquifères situés sur leur propre territoire ; le prix est exorbitant et l'approvisionnement intermittent¹⁶⁸. La compagnie nationale israélienne des eaux, Mekorot, détient le monopole de l'eau dans le territoire palestinien occupé¹⁶⁹. À Gaza, plus de 97 % de l'eau provenant de l'aquifère côtier ne répond pas aux normes de qualité établies par l'Organisation mondiale de la Santé, ce qui fait que les habitants sont tributaires des conduites de Mekorot pour la majeure partie de leur

¹⁵⁶ www.jadaliyya.com/Details/38503 ; https://pchrgaza.org/wp-content/uploads/2020/12/CAF-Submission_OHCHR_UN-database_-December-2020.pdf.

¹⁵⁷ www.whoprofits.org/publications/report/161.

¹⁵⁸ www.whoprofits.org/writable/uploads/publications/1668628326_d431e6ac8c4db6e661ba.pdf, p. 60 et 72.

¹⁵⁹ www.hanson-israel.com/Projects.

¹⁶⁰ <https://kwri.kw.com/press/keller-williams-expands-into-france-israel-monaco-nicaragua-and-poland/>.

¹⁶¹ www.madlan.co.il/madad-search/ישראל-עילית.

¹⁶² <https://homeinisrael.com/en/>.

¹⁶³ www.facebook.com/darren.rich.3/posts/10232240860188009 ; www.linkedin.com/posts/darren-rich-81588551_dont-miss-out-on-our-israel-real-estate-activity-7167770842209226752-77iU/.

¹⁶⁴ www.myisraelhome.com/new-project ; www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1057208702869865&id=100057422350945 &ref=embed_post ; www.lustigman.co.il/har-homa ; www.whoprofits.org/companies/company/4069 (en hébreu).

¹⁶⁵ <https://x.com/yoavgallant/status/1711335592942875097>.

¹⁶⁶ A/HRC/55/73, par. 35 à 45 et 93 ; A/79/384, par. 63 et 81 b) ; www.amnesty.org/en/documents/mde15/8668/2024/en/, p. 123 à 201.

¹⁶⁷ A/79/384, par. 24 à 34, 59 et 67.

¹⁶⁸ www.juragentium.org/topics/palestin/en/water.pdf ; www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2017/11/the-occupation-of-water/ ; www.alhaq.org/cached_uploads/download/2022/12/12/al-haq-report-2-1670826325.pdf.

¹⁶⁹ www.whoprofits.org/publications/report/165 ; www.alhaq.org/cached_uploads/download/alhaq_files/publications/Water-For-One-People-Only.pdf.

approvisionnement en eau potable¹⁷⁰. Pendant au moins six mois après octobre 2023, Mekorot a fait fonctionner ses conduites à Gaza à 22 % de leur capacité, privant d'eau des zones comme la ville de Gaza 95 % du temps¹⁷¹, et contribuant ainsi activement à faire de l'eau un instrument du génocide¹⁷².

Électricité, gaz et carburant

56. Les entreprises internationales du secteur de l'énergie alimentent le génocide, qui entraîne une forte consommation d'énergie. Tributaire des importations de carburant et de charbon¹⁷³, Israël a des infrastructures énergétiques intégrées qui desservent à la fois son territoire et le territoire palestinien occupé et lui permettent d'alimenter en continu les colons établis illégalement tout en contrôlant et en entravant l'accès des Palestiniens à l'énergie¹⁷⁴. La centrale électrique de Gaza ne couvre que 10 à 20 % des besoins en électricité de la bande de Gaza, ce qui la rend extrêmement tributaire du carburant pour les générateurs et des 10 lignes d'alimentation israéliennes¹⁷⁵. Depuis octobre 2023, Israël a coupé l'approvisionnement en énergie de la majeure partie de la bande de Gaza¹⁷⁶. Sans électricité ni carburant, la plupart des pompes à eau¹⁷⁷, des hôpitaux¹⁷⁸ et des moyens de transport sont au bord de l'effondrement¹⁷⁹ ; l'effondrement des systèmes d'assainissement a contribué à la résurgence de la poliomyélite¹⁸⁰ et des usines de dessalement vitales ont été contraintes de fermer¹⁸¹.

57. Le charbon utilisé pour la production d'électricité en Israël provient principalement de Colombie (60 % des importations israéliennes de charbon en 2023-24)¹⁸² ; Drummond Company, Inc., dont le siège est aux États-Unis, et Glencore PLC, dont le siège est en Suisse, sont les principaux fournisseurs. Leurs filiales respectives¹⁸³ possèdent les mines et les trois ports concernés par la livraison de 15 cargaisons de charbon à Israël depuis octobre 2023, dont six cargaisons après que la Colombie a suspendu ses exportations de charbon vers Israël

¹⁷⁰ www.alhaq.org/cached_uploads/download/2022/12/12/al-haq-report-2-1670826325.pdf, p. 15 et 16 ; <https://www.pcbs.gov.ps/post.aspx?lang=en&ItemID=5946>.

¹⁷¹ <https://policy-practice.oxfam.org/resources/water-war-crimes-how-israel-has-weaponised-water-in-its-military-campaign-in-ga-621609/>, p. 5, 15 et 16.

¹⁷² www.hrw.org/sites/default/files/media_2024/12/gaza1224web.pdf ; www.alhaq.org/advocacy/26121.html.

¹⁷³ www.iea.org/countries/israel/electricity.

¹⁷⁴ www.somo.nl/powering-injustice, p. 3, 4 et 13 ; https://unctad.org/system/files/official-document/gdsapp2019d2_fr.pdf et TD/B/65(2)/3.

¹⁷⁵ www.europarl.europa.eu/meetdocs/2014_2019/documents/dpal/dv/background_note_hala/background_note_halaen.pdf ; <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/impact-electricity-crisis-humanitarian-living-conditions-gaza>.

¹⁷⁶ www.hrw.org/report/2024/12/19/extermination-and-acts-genocide/israel-deliberately-depriving-palestinians-gaza ; www.ochaopt.org/page/gaza-strip-electricity-supply.

¹⁷⁷ www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-7.

¹⁷⁸ www.doctorswithoutborders.org/latest/gaza-hundreds-patients-including-newborns-risk-multiple-hospitals-run-low-fuel ; <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-292-gaza-strip>.

¹⁷⁹ www.actionaidusa.org/news/because-there-is-no-fuel-a-lot-of-our-services-are-affected-fuel-shortages-push-hospitals-in-gaza-to-the-brink-of-collapse-with-people-facing-dehydration-disease-and-starvation/.

¹⁸⁰ Samer Abuzerr *et al.*, « Resurgence of polio during Gaza conflict », *Eastern Mediterranean Health Journal*, vol. 31, n° 2 (2025).

¹⁸¹ www.amnesty.org/en/latest/news/2025/03/israels-decision-to-cut-off-electricity-supply-to-gaza-desalination-plant-cruel-and-unlawful/ ; www.unocha.org/publications/report/occupied-palestinian-territory/gaza-humanitarian-response-update-24-june-7-july-2024.

¹⁸² www.somo.nl/powering-injustice/, p. 28 ; <https://www.spglobal.com/commodity-insights/en/news-research/latest-news/coal/061024-colombian-thermal-coal-miners-may-oppose-proposed-export-ban-to-israel>.

¹⁸³ Drummond : <https://drummondco.com/our-products/coal/mines> ; www.puertonuevo.com.co/en/ ; Glencore : www.cerrejon.com/en/our-operation ; contribution confidentielle.

en août 2024¹⁸⁴. Glencore a également participé à des acheminements depuis l'Afrique du Sud¹⁸⁵, qui ont représenté 15 % des importations israéliennes de charbon en 2023 et 2024¹⁸⁶.

58. La société américaine Chevron Corporation, en consortium avec la société israélienne NewMed Energy (filiale du groupe Delek, répertorié dans la base de données du HCDH), extrait du gaz naturel des gisements de Léviathan et de Tamar¹⁸⁷ ; elle a versé au Gouvernement israélien 453 millions de dollars à titre de redevances et de taxes en 2023¹⁸⁸. Le consortium de Chevron fournit plus de 70 % de la consommation énergétique israélienne¹⁸⁹. Chevron tire également profit de sa participation au gazoduc de la Méditerranée orientale¹⁹⁰, qui traverse le territoire maritime palestinien, et des exportations de gaz vers l'Égypte et la Jordanie¹⁹¹. Le blocus maritime de Gaza est lié à la sécurisation par Israël de l'approvisionnement en gaz issu du gisement de Tamar et du gazoduc de la Méditerranée orientale¹⁹². Dans un contexte de brutalité croissante, la société britannique BP PLC participe de plus en plus à l'économie israélienne ; des licences d'exploration confirmées en mars 2025 lui permettent d'explorer les espaces maritimes palestiniens exploités illégalement par Israël¹⁹³.

59. BP et Chevron sont également les plus grands contributeurs aux importations israéliennes de pétrole brut, en tant que principaux actionnaires de l'oléoduc stratégique azéri Bakou-Tbilissi-Ceyhan¹⁹⁴ et du Caspian Pipeline Consortium kazakhstanaï¹⁹⁵, respectivement, et des champs pétrolifères concernés¹⁹⁶. Chaque conglomerat a effectivement fourni 8 % du pétrole brut israélien entre octobre 2023 et juillet 2024¹⁹⁷, à quoi s'ajoutent des livraisons de pétrole brut provenant des champs pétrolifères brésiliens, détenus majoritairement par Petrobras¹⁹⁸, et des livraisons de carburéacteur¹⁹⁹. Le pétrole fourni par ces sociétés alimente deux raffineries en Israël. À partir de la raffinerie de Haïfa, deux sociétés figurant dans la base de données du HCDH approvisionnent leurs stations-service dans tout Israël et dans le territoire palestinien occupé, y compris les colonies²⁰⁰, ainsi que l'armée, dans le cadre de contrats attribués par le Gouvernement²⁰¹. Depuis la raffinerie

¹⁸⁴ www.mincit.gov.co/normatividad/decretos/2024/decreto-1047-del-14-de-agosto-de-2024.

¹⁸⁵ www.glencore.com/south-africa/who-are-we.

¹⁸⁶ www.somo.nl/powering-injustice/, p. 29 ; <https://rbct.co.za/who-we-are/> ; www.passblue.com/2025/04/21/coal-from-south-africa-keeps-flowing-to-israel-despite-the-icj-genocide-case/.

¹⁸⁷ <https://israel.chevron.com/en/our-businesses>.

¹⁸⁸ www.sec.gov/Archives/edgar/data/93410/000009341024000050/cvx-20231231.htm.

¹⁸⁹ <https://israel.chevron.com/en/our-businesses> ; www.gov.il/BlobFolder/generalpage/dochmeshek/he/Files_doch_meshek_hashmal_2023_24_en_Pua_Report.pdf, p. 27.

¹⁹⁰ www.chevron.com/newsroom/2023/q2/dormant-natural-gas-station-roars-back-to-life ; <https://afsc.org/chevron-fuels-israeli-apartheid-and-war-crimes>.

¹⁹¹ www.reuters.com/business/energy/israeli-natural-gas-exports-egypt-jordan-up-134-2024-2025-03-05/.

¹⁹² www.somo.nl/beneath-troubled-waters/, p. 7 à 9 ; www.alhaq.org/cached_uploads/download/alhaq_files/publications/Annexing.Energy.pdf, p. 49 à 57.

¹⁹³ Contribution 2.17 ; www.offshore-technology.com/news/israel-awards-exploration-licences-to-bp-socar-newmed.

¹⁹⁴ www.bp.com/en_az/azerbaijan/home/who-we-are/operations/projects/pipelines/btc.html.

¹⁹⁵ www.cpc.ru/en/about/Pages/shareholders.aspx.

¹⁹⁶ <https://oilchange.org/wp-content/uploads/2024/08/behind-the-barrel-august-2024-v3.pdf>, p. 5 et 6.

¹⁹⁷ Ibid., p. 6 et 7.

¹⁹⁸ <https://docs.datadesk.eco/public/976ce7dcf00743dc/> ; www.offshore-energy.biz/petrobras-cleared-to-combine-two-offshore-fields-after-7-years/ ; www.offshore-technology.com/projects/guaraoilfield/ ; www.offshore-technology.com/projects/tupi-oilfield/ ; www.offshore-technology.com/marketdata/oil-gas-field-profile-iracema-norte-conventional-oil-field-brazil/ ; www.offshore-technology.com/projects/buzios-formerly-franco-field-cesso-onerosa-region-santos-basin/.

¹⁹⁹ www.somo.nl/fuelling-the-flames-in-gaza/ ; www.amnesty.org/en/documents/mde15/012/2009/en/.

²⁰⁰ www.sonolenergy.com/Terminal_and_Pipelines ; <https://ir.delek-group.com/wp-content/uploads/2021/04/Delek-Group-2020-Annual-Report.pdf>, p. A278 à A282 ; <https://docs.datadesk.eco/public/976ce7dcf00743dc/>.

²⁰¹ <http://www.idf.il/השירות-שלי/סוגי-השירות-בצה-ל/שירות-קבע/תחנות-דלק-צהל-רכב-צבאי-דלקן/>.

d'Ashdod, une filiale de la société Paz Retail and Energy Ltd., répertoriée dans la base de données du HCDH, fournit du kérosène à l'armée de l'air israélienne²⁰² opérant à Gaza.

60. En fournissant à Israël du charbon, du gaz, du pétrole et du carburant, ces entreprises contribuent aux infrastructures civiles qu'Israël utilise pour asseoir son annexion permanente et dont il se sert aujourd'hui pour détruire la vie des Palestiniens à Gaza²⁰³. Ces mêmes infrastructures auxquelles ces entreprises fournissent des ressources sont mises au service de l'armée israélienne et de son entreprise d'anéantissement de la bande de Gaza, qui repose sur des technologies à forte intensité énergétique. Le caractère ostensiblement civil de ces infrastructures n'exonère pas les entreprises de leur responsabilité²⁰⁴.

Commerce du produit de l'illégalité

Agrobusiness

61. L'agrobusiness a prospéré grâce à l'extractivisme d'Israël et à son accaparement des terres – en produisant des biens et des technologies qui servent les intérêts des colons israéliens, en étendant sa domination du marché et en attirant les investissements mondiaux – tout en effaçant les systèmes alimentaires palestiniens et en accélérant les déplacements de population²⁰⁵.

62. Tnuva, le plus grand conglomérat alimentaire d'Israël, aujourd'hui détenu majoritairement par le groupe chinois Bright Food (Group) Co, Ltd²⁰⁶, a contribué à la dépossession des terres et en a tiré profit. Le président de Tnuva a reconnu que l'agriculture en général et l'élevage laitier en particulier étaient une ressource stratégique et un pilier important de la colonisation²⁰⁷. Israël a utilisé les kibboutzim et les avant-postes agricoles pour s'emparer des terres palestiniennes et remplacer les Palestiniens²⁰⁸. Des entreprises comme Tnuva y contribuent en s'approvisionnant en produits auprès de ces colonies²⁰⁹, puis exploitent le marché palestinien captif²¹⁰ qui en résulte pour asseoir leur position dominante sur le marché²¹¹. La dépendance palestinienne à l'égard de l'industrie laitière israélienne a augmenté de 160 % au cours de la décennie qui a suivi la destructions par Israël de l'industrie laitière de Gaza en 2014, qui a provoqué des pertes estimées à 43 millions de dollars²¹².

²⁰² www.somo.nl/powering-injustice/, p. 17 ; <https://corporatecms.paz.co.il/media/zdhljnz1/2024-annual-report-paz-retail-and-energy-ltdpdf.pdf> ; <https://paz.co.il/Uploads/investortools/ENGLISH/financeEng/2023/QR3-2023/PAZ%20OIL%20COMPANY%20LTD%20Q3.2023.pdf>, p. B-3.

²⁰³ <https://media.un.org/unifeed/en/asset/d333/d3334996>.

²⁰⁴ Voir, par exemple, <https://londonminingnetwork.org/2024/06/glencore-showing-improvement-in-self-presentation/>.

²⁰⁵ Timothy Seidel, « Settler colonialism and land-based struggle in Palestine: toward a decolonial political economy » dans *Political Economy of Palestine*, Tartir, Dana et Seidel (dir. publ.) ; Nahla Abdo, « Colonial capitalism and agrarian social structure: Palestine – a case study », *Economic and Political Weekly*, vol. 26, n° 30 (1991).

²⁰⁶ www.fbclawyers.com/news/sale-of-control-stake-in-tnuva-to-bright-food-completed/.

²⁰⁷ www.tnuva.co.il/news/הרפתנים-קרן-להקמת-שנה-מסכמת-תנובה ; www.calcalistech.com/ctechnews/article/bjekvgukc.

²⁰⁸ <https://badil.org/phocadownloadpap/badil-new/publications/research/in-focus/EtzionBloc-IsraeliAnnexation.pdf>, p. 35 à 37, 39, 60 et 61 ; https://badil.org/phocadownload/Badil_docs/publications/handbook2013eng.pdf.

²⁰⁹ A/70/406 et A/70/406/Corr.1, par. 23.

²¹⁰ <http://www.whoprofits.org/companies/company/3994> ; <https://www.whoprofits.org/publications/report/33?the-land-of-milk-and-money-the-israeli-dairy-industry-and-the-occupation> ; <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/1cf6af5c-e6a0-415f-b1dc-c54abbe300ba/content> ; <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-209842/>.

²¹¹ www.jpost.com/israel-news/article-799407 ; www.statista.com/statistics/1546219/israel-top-fmcg-suppliers-by-market-share/.

²¹² https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bn-dairy-sector-gaza-strip-190117-en.pdf ; <https://tradingeconomics.com/palestine/imports/dairy-products-eggs-honey-edible-products>.

Tnuva a absorbé la perte du marché de Gaza²¹³ et n'a pas utilisé son influence considérable pour corriger la situation.

63. Netafim, leader mondial de l'irrigation goutte-à-goutte, aujourd'hui détenu à 80 % par la société mexicaine Orbia Advance Corporation²¹⁴, a conçu son agritech en fonction des impératifs d'expansion d'Israël²¹⁵. Présentée comme une solution d'irrigation durable²¹⁶, la technologie de Netafim a permis une exploitation intensive de l'eau et de la terre en Cisjordanie²¹⁷, épuisant encore davantage les ressources naturelles palestiniennes, tout en continuant d'être perfectionnée grâce à la collaboration avec des entreprises israéliennes de technologie militaire²¹⁸. Dans la vallée du Jourdain, les systèmes d'irrigation soutenus par Netafim ont facilité l'expansion des cultures israéliennes²¹⁹, tandis que les agriculteurs palestiniens – à qui l'accès à l'eau est refusé²²⁰ et dont 93 % des terres ne sont pas irriguées²²¹ – sont évincés, incapables de rivaliser avec la production israélienne²²². En outre, ces techniques d'irrigation menacent d'épuiser le Jourdain et la mer Morte²²³.

64. Des entreprises comme Tnuva et Netafim continuent d'assurer la sécurité alimentaire des Israéliens²²⁴, alors que le système alimentaire auquel elles appartiennent provoque l'insécurité alimentaire – voire la famine – pour d'autres. Netafim se présente comme une entreprise novatrice soucieuse de la durabilité, tout en perfectionnant des techniques ancestrales d'exploitation coloniale.

Commerce de détail mondial

65. Les produits israéliens, y compris ceux qui proviennent des colonies, inondent les marchés mondiaux par l'intermédiaire de la grande distribution²²⁵, souvent sans aucun contrôle. Pour éviter les réactions de plus en plus hostiles, les entreprises masquent l'origine des marchandises au moyen d'étiquettes, de codes-barres et de combinaisons de produits dans la chaîne d'approvisionnement qui induisent en erreur²²⁶, facilitant ainsi la commercialisation des produits issus de l'occupation.

²¹³ www.jpost.com/israel-news/article-799407 et

https://www.pcbs.gov.ps/statisticsIndicatorsTables.aspx?lang=en&table_id=4185.

²¹⁴ www.orbia.com/493a04/siteassets/5.-investor-relations/annual-general-meetings/2024/en/punto-1.2-consolidated-audited-fs-2023-english.pdf, p. 41.

²¹⁵ www.whoprofits.org/writable/uploads/publications/1668633368_b1cc7601fe5ac87a92b9.pdf.

²¹⁶ Voir Sarah Salazar Hughes, Stepha Veleznitsky et Amelia Arden Green, « Greenwashing in Palestine/Israel: settler colonialism and environmental injustice in the age of climate catastrophe », *Environment and Planning E: Nature and Space*, vol. 6, n° 1 (2022) ; www.gov.il/BlobFolder/generalpage/facts-about-israel-2018/en/English_ABOUT_ISRAEL_PDF_Water.pdf.

²¹⁷ Contribution 4.4.

²¹⁸ <https://israelagri.com/netbeat-the-first-irrigation-system-with-a-brain/>.

²¹⁹ www.whoprofits.org/writable/uploads/old/uploads/2020/03/Netafim-Final.pdf, p. 2 et 3.

²²⁰ www.alhaq.org/cached_uploads/download/2022/12/12/al-haq-report-2-1670826325.pdf, p. 38.

²²¹ TD/B/64/4, par. 11.

²²² <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/1cf6af5c-e6a0-415f-b1dc-c54abbe300ba/content>, p. 41.

²²³ Voir www.latimes.com/world-nation/story/2021-04-15/the-dead-sea-is-dying-drinking-water-is-scarce-jordan-faces-a-climate-crisis ; <https://www.npr.org/2022/11/27/1139307729/the-dead-sea-is-drying-up-because-of-overexploitation-and-climate-change>.

²²⁴ www.calcalistech.com/ctechnews/article/bjekvgukc.

²²⁵ https://www.alhaq.org/cached_uploads/download/alhaq_files/publications/Feasting-on-the-occupation.pdf ; <https://www.icjpalestine.com/2024/12/13/as-supermarkets-gear-up-for-christmas-windfall-icjp-calls-on-the-government-to-review-supermarkets-complicity-in-illegal-israeli-settlement-trade/> ; <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2018/06/What-do-we-know-about-the-products-from-Dutch-supermarkets.pdf>.

²²⁶ https://eumep.org/wp-content/uploads/EuMEP_research_settlement_product_origin_v2.pdf ; Contribution 3.4.1 ; www.qcea.org/wp-content/uploads/2012/08/bp-eusettlementtrade-version2-en-aug-2012.pdf.

66. Des géants mondiaux de la logistique comme A. P. Moller – Maersk A/S font partie intégrante de cet écosystème ; depuis des années, ils expédient des marchandises provenant des colonies et d'entreprises figurant dans la base de données du HCDH directement vers les États-Unis²²⁷ et d'autres marchés²²⁸.

67. Dans de nombreux pays, aucune distinction n'est faite entre les marchandises produites en Israël et celles qui sont produites dans ses colonies. Même dans l'Union européenne, où l'étiquetage est obligatoire²²⁹, ces produits restent autorisés sur le marché²³⁰ et la responsabilité du choix incombe à des consommateurs non informés. Compte tenu de l'illégalité des colonies au regard du droit international, ces marchandises ne devraient pas du tout être commercialisées.

68. Des chaînes de supermarchés²³¹, dont beaucoup sont répertoriées dans la base de données du HCDH, et les plateformes de commerce électronique comme Amazon.com²³² opèrent directement dans les colonies, soutenant leur économie, permettant leur expansion et participant à l'apartheid par la fourniture discriminatoire de services.

Tourisme d'occupation

69. Les grandes plateformes de voyage en ligne, utilisées par des millions de personnes pour réserver un hébergement, tirent profit de l'occupation en vendant un tourisme qui soutient les colonies, exclut les Palestiniens, promeut le récit des colons et légitime l'annexion.

70. Booking Holdings Inc. et Airbnb, Inc. proposent des logements et des chambres d'hôtel dans les colonies israéliennes. Booking.com a plus que doublé son offre en Cisjordanie – passant de 26 hébergements en 2018²³³ à 70 en mai 2023²³⁴ – et triplé le nombre d'hébergements proposés à Jérusalem-Est pour atteindre 39 dans l'année qui a suivi les événements d'octobre 2023²³⁵. Airbnb a également accru les profits qu'il tire de la colonisation, passant de 139 hébergements proposés en 2016²³⁶ à 350 en 2025²³⁷, et percevant jusqu'à 23 % de commission²³⁸. Ces offres sont liées à la restriction de l'accès des Palestiniens à la terre et à la mise en danger des villages voisins²³⁹. À Tekoa, Airbnb permet à un colon de promouvoir « une communauté chaleureuse et accueillante »²⁴⁰, effaçant la violence des colons envers le village palestinien voisin de Toukou²⁴¹.

²²⁷ www.maersk.com/local-information/europe/israel et <https://static1.squarespace.com/static/664aed65d320123f2b3ab647/t/6791e493ef0cd438e6e6b314/1737614484665/PYM-Maersk-SettlementExports-Report-01222025.pdf>.

²²⁸ Voir <https://www.maersk.com/news/articles/2025/03/18/maersk-statement-on-military-related-cargo-shipments>.

²²⁹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52015XC1112%2801%29> ; https://taxation-customs.ec.europa.eu/eu-israel-technical-arrangement_en ; <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-11/cp190140fr.pdf>.

²³⁰ www.amnesty.eu/news/israel-opt-ban-eu-trade-and-business-with-israels-illegal-settlements-in-the-occupied-palestinian-territory/.

²³¹ Voir, par exemple, www.carrefour.com/sites/default/files/2022-03/Press%20release%20-%20Carrefour%2C%20in%20Partnership%20with%20Electra%20Consumer%20Products.pdf.

²³² www.timesofisrael.com/amazon-delivering-for-free-to-settlements-but-not-to-palestinians-report/.

²³³ www.hrw.org/report/2018/11/20/bed-and-breakfast-stolen-land/tourist-rental-listings-west-bank-settlements.

²³⁴ www.somo.nl/booking-com-accused-of-laundering-profits-from-israeli-war-crimes-in-palestine/.

²³⁵ www.somo.nl/additional-evidence-filed-against-booking-com-for-profiting-from-illegal-settlements/.

²³⁶ www.hrw.org/report/2018/11/20/bed-and-breakfast-stolen-land/tourist-rental-listings-west-bank-settlements.

²³⁷ www.theguardian.com/world/ng-interactive/2025/feb/27/seized-settled-let-how-airbnb-and-bookingcom-help-israelis-make-money-from-stolen-palestinian-land.

²³⁸ <https://www.airbnb.com/help/article/1857>.

²³⁹ www.alhaq.org/FAI-Unit/25389.html.

²⁴⁰ www.airbnb.co.uk/rooms/686717213082897272.

²⁴¹ www.nytimes.com/2024/06/01/world/middleeast/west-bank-settlers-land-tuqu-takoa.html ; A/79/347.

71. Booking.com et Airbnb figurent dans la base de données du HCDH depuis 2020. Booking.com a beau préciser « territoire palestinien, colonie israélienne », il continue de tirer profit des colonies et fait l'objet de plaintes pénales au Royaume des Pays-Bas pour blanchiment d'argent²⁴². Airbnb a brièvement retiré de la liste les logements situés dans les colonies illégales en 2018²⁴³, mais il a fait marche arrière sous la pression²⁴⁴, et reverse désormais ses bénéfices à des causes « humanitaires », convertissant les profits qu'il tire de la colonisation en simulacre humanitaire²⁴⁵.

C. Facilitateurs

72. Une liste de facilitateurs – sociétés financières, organismes de recherche, sociétés juridiques, sociétés de conseil, médias et agences de publicité²⁴⁶ – qui participent depuis longtemps au maintien de l'occupation coloniale par leur savoir, leurs récits, leurs compétences et leurs investissements, continuent de soutenir une économie fonctionnant en mode génocidaire, d'en tirer profit et de la normaliser. La présente section se concentre uniquement sur deux facilitateurs clefs : le secteur financier et le secteur universitaire.

Financement des violations

73. Le secteur financier achemine des fonds essentiels vers les acteurs publics et privés qui soutiennent l'occupation israélienne et l'apartheid, bien que de nombreuses entreprises du secteur se soient engagées à respecter les Principes pour l'investissement responsable²⁴⁷ et le Pacte mondial des Nations Unies²⁴⁸.

74. Principale source de financement du budget de l'État israélien, les obligations du Trésor ont joué un rôle essentiel dans le financement de l'assaut en cours contre Gaza. De 2022 à 2024, le budget militaire israélien est passé de 4,2 % à 8,3 % du PIB, entraînant un déficit de 6,8 % du budget public²⁴⁹. Israël a financé cette hausse spectaculaire de son budget en augmentant ses émissions d'obligations, dont une émission de 8 milliards de dollars en mars 2024²⁵⁰ et une émission de 5 milliards de dollars en février 2025²⁵¹, parallèlement à des émissions en nouveaux shekels destinées à son marché national²⁵². Certaines des plus grandes banques du monde, dont BNP Paribas²⁵³ et Barclays²⁵⁴, sont intervenues pour renforcer la confiance du marché en garantissant ces obligations internationales et nationales, ce qui a permis à Israël de contenir la prime de taux d'intérêt, en dépit la dégradation de sa note de crédit²⁵⁵. Des sociétés de gestion d'actifs – dont

²⁴² www.somo.nl/booking-com-accused-of-laundering-profits-from-israeli-war-crimes-in-palestine/ ; <https://elsc.support/news/booking-com-sued-for-profits-from-israeli-war-crimes-in-palestine>.

²⁴³ <https://news.airbnb.com/listings-in-disputed-regions/>.

²⁴⁴ www.timesofisrael.com/us-jews-sue-airbnb-for-delisting-rentals-at-west-bank-settlements/.

²⁴⁵ <https://news.airbnb.com/update-listings-disputed-regions/>.

²⁴⁶ Voir, par exemple, <https://www.washingtonpost.com/national-security/2025/06/03/gaza-humanitarian-fund-bcg/>.

²⁴⁷ www.unpri.org/about-us/what-are-the-principles-for-responsible-investment.

²⁴⁸ <https://unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>.

²⁴⁹ <https://boi.org.il/media/3gpniqjj/chap-6-2024.pdf> (en hébreu), p. 133.

²⁵⁰ www.gov.il/en/pages/press_06032024 ;

https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/52749/000110465924031445/tm247783-2_424b5.htm.

²⁵¹ www.sec.gov/Archives/edgar/data/52749/000110465925012805/tm255845-2_424b5.htm ;

www.banktrack.org/news/seven_underwriters_of_war_bonds_instrumental_in_enabling_israel_s_assault_on_gaza_new_research_finds.

²⁵² www.gov.il/en/departments/topics/subsubject-local-debt/govil-landing-page.

²⁵³ www.sec.gov/Archives/edgar/data/52749/000110465924031445/tm247783-2_424b5.htm ;

www.gov.il/en/pages/press_06032024.

²⁵⁴ www.gov.il/BlobFolder/dynamiccollectorresultitem/pd-ranking-2025/en/files-eng_Primary-Dealers-Ranking_RankingPDs2025-1.pdf.

²⁵⁵ <http://www.ft.com/content/90cb26d2-fff5-43d7-a847-d61a751478fa> ;

www.reuters.com/world/middle-east/moodys-cuts-israels-rating-warns-drop-junk-2024-09-27/ ;

www.spglobal.com/ratings/en/research/articles/231024-research-update-israel-outlook-revised-to-negative-on-geopolitical-risks-aa-ratings-affirmed-12892616 ; <https://en.globes.co.il/en/article-fiitch-cuts-israels-credit-rating-with-negative-outlook-1001486569>.

Blackrock (68 millions de dollars), Vanguard (546 millions de dollars) et PIMCO, la filiale de gestion d'actifs d'Allianz (960 millions de dollars)²⁵⁶ – figuraient parmi les plus de 400 investisseurs, originaires de 36 pays, qui les ont achetées²⁵⁷. Parallèlement, la Development Corporation for Israel (c'est-à-dire Israel Bonds)²⁵⁸ fournit un service de souscription d'obligations pour le Gouvernement d'Israël à l'intention de particuliers et d'autres investisseurs étrangers²⁵⁹. La Development Corporation for Israel a triplé ses ventes annuelles d'obligations pour acheminer près de 5 milliards de dollars vers Israël depuis octobre 2023²⁶⁰, tout en offrant aux investisseurs la possibilité d'envoyer les profits tirés de leurs investissements obligataires à des organisations caritatives soutenant l'armée israélienne²⁶¹ et les colonies²⁶².

75. Ces entités financières orientent des milliards de dollars vers des bons du Trésor et des entreprises directement impliquées dans l'occupation israélienne et le génocide. Blackrock (et sa filiale iShares)²⁶³ et Vanguard font partie des principaux investisseurs institutionnels dans de nombreuses entreprises, et répartissent ces actions dans leurs fonds communs de placement et leurs fonds négociés en bourse (FNB). Blackrock est le deuxième investisseur institutionnel dans Palantir (8,6 %), Microsoft (7,8 %), Amazon.com (6,6 %), Alphabet (6,6 %) et IBM (8,6 %), et le troisième dans Lockheed Martin (7,2 %) et Caterpillar (7,5 %) ; Vanguard est le premier investisseur institutionnel dans Caterpillar (9,8 %), Chevron (8,9 %) et Palantir (9,1 %), et le deuxième dans Lockheed Martin (9,2 %) et Elbit Systems (2 %) ²⁶⁴. Dans le cadre de leur gestion d'actifs, ces entités impliquent des universités, des fonds de pension et des particuliers qui investissent passivement leurs économies dans leurs fonds communs de placement et leurs FNB²⁶⁵. Pour prendre leurs décisions d'investissement, ces sociétés s'appuient souvent sur des indices de référence, tels que FTSE All-World ex-US, J. P. Morgan \$ EM Corp Bond UCITS et MSCI ACWI UCITS²⁶⁶, qui sont élaborés par des sociétés de services financiers.

76. Des compagnies d'assurance internationales, dont Allianz et AXA, investissent également des sommes importantes dans des actions et des obligations liées à l'occupation et au génocide, en partie pour constituer des réserves de capital en vue de répondre aux demandes d'indemnisation des assurés et de se conformer aux exigences réglementaires, mais surtout pour générer des rendements. Allianz détient au moins 7,3 milliards de dollars²⁶⁷ et AXA, malgré certaines décisions de désinvestissement²⁶⁸, a toujours des investissements d'au moins 4,09 milliards de dollars ²⁶⁹ dans les entreprises citées dans le présent rapport. Leurs polices d'assurance couvrent également les risques que d'autres entreprises prennent nécessairement lorsqu'elles opèrent en Israël et dans le territoire palestinien occupé, ce qui

²⁵⁶ www.banktrack.org/news/seven_underwriters_of_war_bonds_instrumental_in_enabling_israel_s_assault_on_gaza_new_research_finds.

²⁵⁷ www.gov.il/en/pages/press_06032024.

²⁵⁸ www.sec.gov/Archives/edgar/data/52749/000110465925018872/tm257868d1_fwp.htm ; <https://israelbondsintl.com/pdf/2024InformationMemorandum.pdf>.

²⁵⁹ <https://brokercheck.finra.org/firm/summary/11148> ; <https://littlesis.org/news/u-s-state-and-local-treasuries-hold-at-least-1-6-billion-in-israel-bonds/> ; www.dropsitenews.com/p/israel-bonds-biden-gaza-moodys.

²⁶⁰ <https://israelbonds.com/> ; https://israelbondsintl.com/official-doc/Final_Terms_Registered_Bonds.pdf#page=7, p. 14.

²⁶¹ <https://www.fidf.org/wp-content/uploads/2025/02/FIDF-Israel-Bonds-Instructions.pdf>.

²⁶² www.israelbonds.com/PDFs/OrgsforDonationsList.aspx.

²⁶³ www.sec.gov/Archives/edgar/data/1364742/000119312511050218/dex211.htm.

²⁶⁴ Au 13 mai 2025, <https://finance.yahoo.com/>.

²⁶⁵ www.justetf.com/en/.

²⁶⁶ Voir, par exemple, <https://investor.vanguard.com/investment-products/etfs/profile/veu>.

²⁶⁷ <https://13f.info/13f/000095012325004403/compare/000095012325004616> ;

<https://13f.info/13f/000095012325004032/compare/000095012323009998> ;

<https://dontbuyintooccupation.org/dbio-data-2024/>.

²⁶⁸ <https://actions.eko.org/a/axa-investments-in-israeli-banks-financing-war-crimes>.

²⁶⁹ <https://13f.info/13f/000089842725000009/compare/000089842723000021> ;

<https://dontbuyintooccupation.org/dbio-data-2024/>.

revient à permettre la commission de violations des droits de l'homme²⁷⁰ et à rendre le contexte opérationnel moins risqué²⁷¹.

77. Les fonds souverains et les fonds de pension sont également d'importants bailleurs de fonds. Le plus grand fonds souverain du monde, le Fonds de pension du Gouvernement norvégien²⁷², affirme avoir adopté les règles d'éthique les plus complètes au monde²⁷³. Après octobre 2023, il a augmenté ses investissements dans les entreprises israéliennes de 32 %, pour atteindre 1,9 milliard de dollars. À la fin de l'année 2024, ses investissements dans les entreprises citées dans le présent rapport représentaient à eux seuls 121,5 milliards de dollars, soit 6,9 % de sa valeur totale²⁷⁴. La Caisse de dépôt et placement du Québec, qui gère des fonds de pension d'un montant de 473,3 milliards de dollars canadiens (328,9 milliards de dollars)²⁷⁵ pour six millions de Canadiens, a investi près de 9,6 milliards de dollars canadiens (6,67 milliards de dollars) dans les entreprises citées dans le présent rapport²⁷⁶, en dépit de sa politique d'investissement durable et de sa politique relative aux droits de l'homme²⁷⁷. Entre 2023 et 2024, elle a presque triplé ses investissements dans Lockheed Martin, quadruplé ses investissements dans Caterpillar et décuplé ses investissements dans HD Hyundai²⁷⁸.

78. Le secteur financier permet également à des entreprises d'accéder à des fonds en leur accordant des prêts et en garantissant leur dette afin qu'elles puissent la vendre sur le marché obligataire privé. De 2021 à 2023, BNP Paribas a été l'un des principaux financiers européens des acteurs de l'industrie de l'armement qui fournissent Israël, accordant 410 millions de dollars de prêts à Leonardo, entre autres²⁷⁹, ainsi que 5,2 milliards de dollars en prêts et garanties à des entreprises figurant dans la base de données du HCDH²⁸⁰. De même, en 2024, Barclays a fourni 2 milliards de dollars en prêts et en garanties à des entreprises figurant dans la base de données du HCDH²⁸¹, 862 millions de dollars à Lockheed Martin et 228 millions de dollars à Leonardo²⁸².

79. Ces investissements directs sont renforcés par le choix des sociétés de conseil financier et des associations d'investissement responsable de ne pas prendre en considération les violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé dans leur évaluation des critères relatifs à l'environnement, à la société et à la gouvernance (ESG)²⁸³. Cela permet aux fonds d'investissement responsables/éthiques de rester conformes aux normes environnementales, sociales et de gouvernance même s'ils investissent dans des obligations d'État israéliennes et dans des actions d'entreprises impliquées dans la commission de violations dans le territoire palestinien occupé²⁸⁴.

²⁷⁰ <https://boycottbloodyinsurance.org/wp-content/uploads/2025/03/Ensuring-Genocide-Report.pdf>. Voir également www.whoprofits.org/publications/report/55?insuring-dispossession.

²⁷¹ Voir Elliot Dolan-Evans, *Making War Safe for Capitalism* (Bristol University Press, à paraître en 2025).

²⁷² <https://www.regjeringen.no/contentassets/a160508ce13b449db2970958c22da190/response-to-the-un-special-rapporteur-on-the-situation-of-human-rights-in-the-palestinian-territory.pdf>.

²⁷³ www.stortinget.no/no/Hva-skjer-pa-Stortinget/videoarkiv/Arkiv-TV-sendinger/?meid=11482&del=1&msid=8539 (en norvégien).

²⁷⁴ www.nbim.no/en/investments/all-investments/#/.

²⁷⁵ <https://www.lacaisse.com/fr/investissements>.

²⁷⁶ https://www.lacaisse.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2024_cdpq_renseignements_add.pdf.

²⁷⁷ https://www.lacaisse.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/politique_investissement_durable_2021.pdf ; https://www.lacaisse.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/politique_droits_personne.pdf.

²⁷⁸ www.justpeaceadvocates.ca/cdpq-2024-report/2/ ;

https://www.lacaisse.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2024_cdpq_renseignements_add.pdf ;

https://www.lacaisse.com/sites/default/files/medias/pdf/fr/ra/2023_cdpq_renseignements_add.pdf.

²⁷⁹ <https://paxforpeace.nl/wp-content/uploads/sites/2/2024/06/The-Companies-Arming-Israel-and-Their-Financiers-June-2024.pdf>.

²⁸⁰ <https://dontbuyintooccupation.org/dbio-data-2024/>.

²⁸¹ <https://dontbuyintooccupation.org/dbio-data-2024/>.

²⁸² <https://paxforpeace.nl/wp-content/uploads/sites/2/2024/06/The-Companies-Arming-Israel-and-Their-Financiers-June-2024.pdf>.

²⁸³ Voir, par exemple, www.morningstar.com/company/anti-israel-bias-concerns-progress.

²⁸⁴ Voir, par exemple, <https://fund-docs.vanguard.com/etf-annual-report.pdf>, p. 115 à 135 (Vanguard ESG Global All Cap UCITS ETF) ; www.vanguardinvestor.co.uk/investments/vanguard-activelife-climate-aware-60-70-equity-fund-a-gbp-accumulation/portfolio-data (Vanguard ActiveLife Climate Aware 60-70% Equity Fund).

80. Tout cet environnement a facilité une augmentation record de 179 % du prix des actions en dollars américains des sociétés cotées à la bourse de Tel-Aviv depuis le début de l'assaut contre Gaza, ce qui se traduit par un gain de 157,9 milliards de dollars²⁸⁵.

81. Les organisations caritatives confessionnelles sont également devenues des soutiens financiers clefs pour des projets illégaux, notamment dans le territoire palestinien occupé, bénéficiant souvent de déductions fiscales à l'étranger en dépit des cadres stricts régissant les activités caritatives²⁸⁶. Le Fonds national juif et ses plus de 20 filiales financent l'expansion des colonies et des projets liés à l'armée²⁸⁷. Depuis octobre 2023, des plateformes de financement participatif comme Israel Gives permettent à des donateurs de 32 pays de faire des dons déductibles des impôts en faveur des unités militaires et des colons israéliens²⁸⁸. En 2023, Christian Friends of Israeli Communities²⁸⁹, organisation basée aux États-Unis, Dutch Christians for Israel²⁹⁰ et d'autres organisations affiliées²⁹¹ ont envoyé plus de 12,25 millions de dollars²⁹² pour financer divers projets de soutien aux colonies, y compris des projets de formation de colons extrémistes²⁹³.

Production de connaissances et légitimation des violations

82. En Israël, les universités – en particulier les facultés de droit²⁹⁴ et les départements d'archéologie²⁹⁵ et d'études du Moyen-Orient²⁹⁶ – contribuent à la construction idéologique de l'apartheid, en promouvant des récits conformes à ceux de l'État²⁹⁷, en effaçant l'histoire palestinienne et en justifiant les pratiques d'occupation²⁹⁸. Parallèlement, les départements

²⁸⁵ <https://www.bloomberg.com/professional/products/bloomberg-terminal/>, période du 12 octobre 2023 au 22 mai 2025.

²⁸⁶ <https://public.tableau.com/app/profile/omar.elhaj/viz/PhilanthropicColonialismWorkbook/Dashboard1?publish=yes>.

²⁸⁷ <https://peacenow.org.il/en/following-kkl-jnf-suit-court-orders-sumarin-family-to-evacuate-their-home-in-silwan>; www.haaretz.com/2005-03-13/ty-article/civil-administration-head-faces-charges-over-land-fraud/0000017f-db57-df9c-a17f-ff5f6ddc0000; www.haaretz.com/israel-news/2016-02-01/ty-article/.premium/probe-almost-all-palestinian-land-deals-for-illegal-outposts-forged/0000017f-df26-df7c-a5ff-df7e65de0000; <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/en/charity-search/-/charity-details/225910>; https://jnf.blob.core.windows.net/images/docs/default-source/pdfs/year-in-review_2024.pdf?sfvrsn=701e626d_4.

²⁸⁸ <https://israelgives.org/amuta/580407211>; www.theguardian.com/world/2023/dec/23/crowdfunding-us-residents-fund-settlements-west-bank.

²⁸⁹ <https://cfoic.com/>; www.globalissues.org/news/2010/07/27/6425.

²⁹⁰ www.christenenvoorisrael.nl/geschiedenis (en néerlandais).

²⁹¹ <https://www.c4israel.org/>.

²⁹² Christian Friends of Israeli Communities a envoyé 1,2 million de dollars <https://projects.propublica.org/nonprofits/organizations/412020104/202421349349304957/full>; Christenen voor Israël Nederland, plus de 10 millions d'euros (11,05 millions de dollars) [https://prod1-plate-attachments.s3.amazonaws.com/attachments/b272dc5574/Jaarrekening Stichting Christenen voor Israël 2023.pdf](https://prod1-plate-attachments.s3.amazonaws.com/attachments/b272dc5574/Jaarrekening%20Stichting%20Christenen%20voor%20Isra%C3%ABl%202023.pdf) (en néerlandais), p. 22.

²⁹³ www.platform-investico.nl/onderzoeken/dutch-christians-funding-israel-s-settler-movement; <https://nltimes.nl/2025/03/25/dutch-foundation-offers-buy-weapons-illegal-israeli-settlers-dutch-donations>; www.groene.nl/artikel/cameras-pepper-spray-and-guns (en néerlandais); <https://cfoic.com/wp-content/uploads/2023/04/2022-Annual-Report-sm.pdf>; <https://www.c4israel.org/support-israel/emergency-aid-23/>.

²⁹⁴ <https://dawnmena.org/how-israeli-universities-and-legal-scholars-collaborate-with-israels-military/>; www.haaretz.com/2009-03-05/ty-article/protests-as-idf-colonel-who-ruled-for-attacks-on-gaza-civilians-starts-as-tau-lecturer/0000017f-e9d5-d62c-a1ff-fdff83300000; <https://international.tau.ac.il/court-justice>.

²⁹⁵ <https://emekshaveh.org/en/tel-tibna>; www.haaretz.com/opinion/editorial/2022-08-11/ty-article-opinion/occupation-archaeology/00000182-8e8c-d68b-a3e2-ff8d3bf40000.

²⁹⁶ www.haaretz.co.il/news/politics/2019-03-25/ty-article-magazine/premium/0000017f-eae4-d639-af7f-ebf7280f0000 (en hébreu); www.havatزالot.org/copy-of-2 (en hébreu); <https://rector.huji.ac.il/news/%D7%A2%D7%93%D7%9B%D7%95%D7%9F-%D7%A9%D7%95%D7%98%D7%A3-%D7%90%D7%A4%D7%A8%D7%99%D7%9C-2019> (en hébreu).

²⁹⁷ <https://en.huji.ac.il/Constitution>; <https://campuscore.ariel.ac.il/wp/au-international/visitor-guide/>.

²⁹⁸ Wind, *Towers of Ivory and Steel*; voir aussi, par exemple, <https://besacenter.org/palestinians-hopeless-terror-declines-hopeful-terrorism-increases/>.

des sciences et des technologies servent de centres de recherche et de développement pour des collaborations entre l'armée israélienne et les entreprises d'armement, notamment Elbit Systems, Israel Aerospace Industries, IBM et Lockheed Martin, et contribuent ainsi à la production d'outils pour la surveillance, le contrôle des foules, la guerre urbaine, la reconnaissance faciale et les assassinats ciblés, qui sont effectivement testés sur les Palestiniens²⁹⁹.

83. Des universités de premier plan, en particulier de pays de la minorité mondiale, s'associent à des institutions israéliennes dans des domaines qui portent directement atteinte aux Palestiniens. Au Massachusetts Institute of Technology (MIT), des laboratoires mènent des recherches sur les armes et la surveillance qui sont financées par le Ministère israélien de la défense – la seule armée étrangère qui finance des travaux de recherche au MIT³⁰⁰. Parmi les projets notables du Ministère israélien de la défense figurent le contrôle des essaims de drones³⁰¹ – une caractéristique distincte de l'assaut mené par Israël sur Gaza depuis octobre 2023 –, les algorithmes de poursuite³⁰² et la surveillance sous-marine³⁰³. De 2019 à 2024, le MIT a géré un fonds d'amorçage de Lockheed Martin mettant en relation des étudiants avec des équipes en Israël³⁰⁴. De 2017 à 2025, Elbit Systems a adhéré au programme des relations avec les entreprises du MIT, ce qui lui a permis d'accéder à la recherche et aux compétences³⁰⁵.

84. Le programme Horizon Europe de la Commission européenne facilite activement la collaboration avec les institutions israéliennes, y compris celles qui sont complices de l'apartheid et du génocide. Depuis 2014, la Commission européenne a accordé plus de 2,12 milliards d'euros (2,4 milliards de dollars) à des entités israéliennes³⁰⁶, dont le Ministère de la défense³⁰⁷, tandis que des universités européennes tirent profit de cette association et la renforcent. Au titre du programme Horizon, l'Université technique de Munich reçoit 198,5 millions d'euros (218 millions de dollars)³⁰⁸, dont 11,47 millions d'euros (12,6 millions de dollars) pour 22 collaborations avec des partenaires, des entreprises militaires et technologiques israéliens³⁰⁹. L'université et Israel Aerospace Industries reçoivent 792 795,75 euros (868 416 dollars) pour développer conjointement, avec d'autres

²⁹⁹ <https://www.elbitsystems.com/blog/where-robots-go-to-play> ;

<https://in.bgu.ac.il/en/bgn/Pages/industry.aspx> ; <https://aerospace.technion.ac.il/academia-industry-relations/> ; <https://en.huji.ac.il/news/hebrew-university-and-technion-partner-ibm-advance-artificial-intelligence> ; <https://americansforbgu.org/emc-ibm-and-lockheed-martin-in-silicon-wadi/>.

³⁰⁰ Contribution 3.1.17 ; <https://fnl.mit.edu/may-june-2024/no-more-mit-research-for-israels-ministry-of-defense/> ; <https://archive.org/details/mit-science-for-genocide/page/32/mode/2up>, p. 33.

³⁰¹ <https://vpf.mit.edu/sites/default/files/downloads/AuditReport/2023%20MIT%20Uniform%20Guidance%20Report.pdf>, p. 164 ; www.cs.technion.ac.il/events/view-event.php?evid=10573 ; <https://arxiv.org/abs/2212.03298> ; www.newscientist.com/article/2282656-israel-used-worlds-first-ai-guided-combat-drone-swarm-in-gaza-attacks/.

³⁰² <https://vpf.mit.edu/sites/default/files/downloads/AuditReport/2023%20MIT%20Uniform%20Guidance%20Report.pdf>, p. 164 ; <https://doi.org/10.1145/2185677.2185739> ; <https://oar.a-star.edu.sg/communities-collections/articles/19403>.

³⁰³ <https://archive.org/details/mit-science-for-genocide/page/38/mode/2up?q=pursuit+algorithms>, p. 39.

³⁰⁴ <https://news.mit.edu/2019/lockheed-martin-mit-misti-seed-fund-0418> ; www.palestinechronicle.com/major-divestment-win-students-say-mit-has-cut-ties-with-lockheed-martin-fund/.

³⁰⁵ <https://ilp.mit.edu/membership> ; www.business-humanrights.org/en/latest-news/usa-after-six-month-campaign-mit-cuts-ties-with-israeli-weapons-manufacturer-elbit-systems/ ; <https://www.boston.com/news/local-news/2025/05/01/pro-palestine-students-claim-victory-after-israeli-weapons-manufacturer-leaves-mit-program/>.

³⁰⁶ https://dashboard.tech.ec.europa.eu/qs_digit_dashboard_mt/public/sense/app/1213b8cd-3ebe-4730-b0f5-fa4e326df2e2/sheet/0c8af38b-b73c-4da2-ba41-73ea34ab7ac4/state/analysis (termes de recherche : « Programme = H2020 + Horizon Europe » et « Country = Israel »)

https://dashboard.tech.ec.europa.eu/qs_digit_dashboard_mt/public/extensions/RTD_BI_public_Country_Profile/RTD_BI_public_Country_Profile.html?Country=IL ;

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-003045_EN.html.

³⁰⁷ <https://cordis.europa.eu/project/id/101121288>.

³⁰⁸ https://dashboard.tech.ec.europa.eu/qs_digit_dashboard_mt/public/sense/app/dc5f6f40-c9de-4c40-8648-015d6ff21342/sheet/3bcd6df0-d32a-4593-b4fa-0f9529c8ffb0/state/analysis.

³⁰⁹ Ibid. et <https://academiccomplicity.eu/germany/en/TUMU>.

participants, le ravitaillement en hydrogène vert³¹⁰, une technologie pertinente pour les drones militaires d'Israël Aerospace Industries utilisés à Gaza³¹¹. L'université travaille en association avec IBM Israël – qui gère le Registre de la population israélienne, qui est discriminatoire – sur les systèmes de cloud et d'intelligence artificielle, dans le cadre de l'allocation de 7,75 millions d'euros (8,52 millions de dollars) qu'IBM Israël reçoit au titre du programme Horizon³¹². Elle collabore également à un projet de 10,76 millions d'euros (11,71 millions de dollars) sur la mobilité urbaine partagée et fluide (« seamless shared urban mobility ») qui comprend la municipalité de Jérusalem³¹³, ville qui renforce l'annexion au moyen des transports urbains. Il est impossible de dissocier l'expertise que les partenaires israéliens apportent à ces partenariats de celle qui est acquise et utilisée dans le contexte des violations auxquelles ils sont liés.

85. De nombreuses universités ont maintenu leurs liens avec Israël malgré l'escalade qui a suivi octobre 2023. Parmi les nombreux exemples britanniques³¹⁴, l'université d'Édimbourg détient près de 25,5 millions de livres sterling (31,72 millions de dollars) (2,5 % de sa dotation) dans quatre géants de la technologie – Alphabet, Amazon, Microsoft et IBM³¹⁵ – qui sont au cœur de l'appareil de surveillance israélien et de la destruction de la bande de Gaza. Avec ses investissements directs comme ses investissements dans des fonds indiciels, l'université se classe parmi les institutions du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ont le plus de liens financiers avec Israël. Elle est également associée à des entreprises qui apportent leur aide aux opérations militaires israéliennes, notamment Leonardo S.p.A.³¹⁶ et l'Université Ben-Gourion, par l'intermédiaire du Laboratoire de l'intelligence artificielle et de la science des données de l'Université³¹⁷, partageant des travaux de recherche qui l'associent directement aux agressions contre les Palestiniens.

86. L'analyse exposée dans le présent rapport ne fait qu'effleurer la surface des informations reçues par le Rapporteur spécial, qui a conscience du travail essentiel que font les étudiants et les personnels qui demandent que les universités aient à rendre des comptes. Elle jette un nouvel éclairage sur les mesures de répression prises à l'échelle mondiale contre les manifestants sur les campus : il semble que le but soit de protéger Israël et les intérêts financiers des institutions plus que de lutter contre un prétendu antisémitisme³¹⁸.

V. Conclusions

87. Alors que la vie à Gaza est en train d'être anéantie et que la Cisjordanie subit des assauts de plus en plus violents, le présent rapport montre pourquoi le génocide perpétré par Israël se poursuit : parce qu'il est lucratif pour beaucoup. En mettant en lumière l'économie politique d'une occupation devenue génocidaire, le rapport révèle comment l'occupation permanente est devenue le terrain d'essai idéal pour les fabricants d'armes et les grandes entreprises technologiques – assurant une offre et une demande illimitées, peu de contrôle et une impunité totale – tandis que les investisseurs

³¹⁰ <https://cordis.europa.eu/project/id/101138105>.

³¹¹ www.timesofisrael.com/israels-heaven-drones-says-its-hydrogen-fueled-flying-robots-are-a-military-game-changer/.

³¹² <https://cordis.europa.eu/project/id/101086248> et https://dashboard.tech.ec.europa.eu/qs_digit_dashboard_mt/public/sense/app/dc5f6f40-c9de-4c40-8648-015d6ff21342/sheet/3bcd6df0-d32a-4593-b4fa-0f9529c8ffb0/state/analysis (termes de recherche : « Framework Programme = Horizon Europe » + « Organisation legal name = IBM Israel – Science and Technology Ltd »).

³¹³ <https://cordis.europa.eu/project/id/101103646>.

³¹⁴ <https://lsepalestine.github.io/documents/LSEUPALESTINE-Assets-in-Apartheid-2024-Web.pdf> ; <https://bdsatucl.com/wp-content/uploads/2024/09/UCL-Investment-Report-2024-FINAL.pdf> ; <https://kclbdsforum.wordpress.com/#:~:text=The%20report%20has%20mapped%20how,committed%20against%20the%20Palestinian%20people.>

³¹⁵ <https://uoc-finance.ed.ac.uk/sites/default/files/2025-03/List%20of%20Investments%202025%2031%20Jan%20.pdf>.

³¹⁶ <https://udrc.eng.ed.ac.uk/partners>.

³¹⁷ <https://datasciencelab.ise.bgu.ac.il/>.

³¹⁸ Walaa Alqaisiya et Nicola Perugini, « The academic question of Palestine », *Middle East Critique*, vol. 33, n° 3 (2024).

et les institutions privées et publiques profitent librement. Trop d'entreprises influentes restent inextricablement liées financièrement à l'apartheid et au militarisme israéliens.

88. Après octobre 2023, alors que le budget israélien de la défense a doublé et que la demande, la production et la confiance des consommateurs ont reculé, un réseau international d'entreprises a soutenu l'économie israélienne. Blackrock et Vanguard figurent parmi les plus gros investisseurs dans les entreprises d'armement qui jouent un rôle central dans l'arsenal génocidaire d'Israël. Les grandes banques mondiales ont souscrit aux bons du Trésor israélien, qui ont financé la dévastation, et les plus grands fonds souverains et fonds de pension ont investi l'épargne publique et privée dans l'économie génocidaire, tout en prétendant respecter des règles d'éthique.

89. Les entreprises d'armement ont engrangé des bénéfices quasi record en équipant Israël d'armes de pointe qui ont dévasté une population civile pratiquement sans défense. Les machines des géants mondiaux des équipements de construction ont joué un rôle clef dans l'anéantissement de Gaza, qui empêche les Palestiniens de revenir et de rebâtir leur vie. Les conglomérats énergétiques et miniers, tout en fournissant des sources d'énergie civile, ont alimenté les infrastructures militaires et les infrastructures énergétiques israéliennes – toutes deux utilisées pour créer des conditions d'existence devant entraîner la destruction du peuple palestinien.

90. Tandis que le génocide fait rage, le processus inexorable d'annexion violente de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, se poursuit. L'agro-industrie continue de soutenir l'expansion de la colonisation. Les plus grandes plateformes de tourisme en ligne continuent de normaliser l'illégalité des colonies israéliennes. Les supermarchés internationaux continuent de stocker les produits des colonies israéliennes. Et les universités du monde entier, sous le couvert de la neutralité de la recherche, continuent de tirer profit d'une économie qui fonctionne désormais en mode génocidaire. De fait, elles sont structurellement dépendantes des collaborations et des fonds du système colonial.

91. Les affaires se poursuivent normalement, mais rien dans ce système, dont les entreprises font partie intégrante, n'est neutre. Les facteurs idéologiques, politiques et économiques qui continuent de soutenir le capitalisme racial ont transformé l'économie israélienne d'occupation fondée sur le déplacement et le remplacement en une économie de génocide. Il s'agit d'une « entreprise criminelle commune »³¹⁹ dans laquelle les actes de chacun contribuent en fin de compte à toute une économie qui alimente, approvisionne et facilite le génocide.

92. Les entités citées dans le présent rapport ne représentent qu'une fraction d'une structure beaucoup plus profonde dans le cadre de laquelle diverses entités tirent profit des violations et des crimes commis dans le territoire palestinien occupé et les rendent possibles. Si elles avaient fait preuve de diligence raisonnable, les entreprises auraient depuis longtemps mis un terme à leurs relations avec Israël. Aujourd'hui, il est particulièrement urgent qu'elles rendent des comptes, car tout investissement soutient un système de crimes internationaux graves.

93. Les obligations des entreprises et les obligations relatives aux droits de l'homme ne peuvent être dissociées de l'entreprise illégale de colonisation de peuplement menée par Israël dans le territoire palestinien occupé, qui fonctionne aujourd'hui comme une machine génocidaire, bien que la Cour internationale de Justice ait ordonné son démantèlement complet et inconditionnel. Les relations des entreprises avec Israël doivent cesser jusqu'à ce que l'occupation et l'apartheid prennent fin et que des réparations soient accordées. Les entreprises, y compris leurs dirigeants, doivent rendre des comptes ; c'est une étape nécessaire pour mettre fin au génocide et démanteler le capitalisme racial mondial qui le sous-tend.

³¹⁹ Tribunal pénal international pour le Rwanda, *Le Procureur c. Karemera et Ngirumpatse*, affaire n° ICTR-98-44-T, Jugement portant condamnation, 2 février 2012, par. 62.

VI. Recommandations

94. La Rapporteuse spéciale exhorte les États Membres :

a) À imposer à Israël des sanctions et un embargo total sur les armes, y compris en ce qui concerne tous les accords existants et les biens à double usage comme la technologie et les machines lourdes civiles ;

b) À suspendre ou à empêcher tous les accords commerciaux et les relations d'investissement, et à imposer des sanctions, y compris le gel des avoirs, aux entités et aux personnes impliquées dans des activités susceptibles de mettre en danger les Palestiniens ;

c) À faire appliquer le principe de responsabilité, afin que les personnes morales concernées supportent les conséquences juridiques de leur implication dans des violations graves du droit international.

95. La Rapporteuse spéciale exhorte les entreprises :

a) À cesser rapidement toutes les activités commerciales et à mettre fin aux relations qui sont directement liées à des violations des droits de l'homme et des crimes internationaux visant le peuple palestinien, causent de tels violations ou crimes ou y contribuent, conformément aux responsabilités internationales des entreprises et au droit à l'autodétermination ;

b) À accorder des réparations au peuple palestinien, y compris sous la forme d'un impôt sur la fortune du type de celui qui a été instauré en Afrique du Sud après l'apartheid.

96. La Rapporteuse spéciale exhorte la Cour pénale internationale et les juridictions nationales à mener des enquêtes et à poursuivre les dirigeants d'entreprise et/ou les personnes morales qui ont pris part à la commission de crimes internationaux et au blanchiment du produit de ces crimes.

97. La Rapporteuse spéciale exhorte l'Organisation des Nations Unies :

a) À se conformer à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en 2024 ;

b) À enregistrer toutes les entités impliquées dans l'occupation illégale israélienne dans la base de données du HCDH (qui doit être dûment accessible sur le site Web du HCDH).

98. La Rapporteuse spéciale exhorte les syndicats, les avocats, la société civile et les citoyens ordinaires à exiger des boycotts, des désinvestissements, des sanctions, la justice pour la Palestine et l'application du principe de responsabilité aux niveaux international et national ; ensemble, les peuples du monde peuvent mettre fin à ces crimes innombrables.

99. Le présent rapport est rédigé à l'aube d'une transformation profonde et tumultueuse. Face aux atrocités dont le monde entier est témoin, il est urgent que le principe de responsabilité soit appliqué et que justice soit rendue, ce qui suppose l'engagement d'actions diplomatiques, économiques et juridiques contre ceux qui ont fait perdurer une économie d'occupation devenue génocidaire et en ont tiré profit. La suite dépend de chacun.

Annexe

Aperçu du cadre juridique régissant la responsabilité juridique des personnes morales dans le territoire palestinien occupé

1. Introduction

1. This annex sets out the international legal framework broadly applicable to the corporate sector implicated in the occupied Palestinian territory (oPt). It aims to provide guidance on the interpretation and application of the legal concepts and factual findings presented in the main report. Not intended as an exhaustive exposition of international law in this domain, it presents the broad principles of corporate responsibility, particularly those applicable where corporate entities¹ are implicated in displacing Palestinians from their land and replacing them with unlawful colonies, contrary to international law. Corporate entities risk being held responsible for exploitative, abusive and even criminal conduct. Although corporate responsibility for and criminal complicity in violations was certainly identifiable in the oPt prior to October 2023, subsequent factual and legal developments could implicate corporations in unlawful occupation and genocide.

2. Corporate responsibility under international law

2. Corporate responsibility for violations of human rights, international humanitarian law and crimes under international law is governed by legal instruments at the domestic, regional and international levels.

3. The UN Guiding Principles on Business and Human Rights (UNGPs) constitute the normative framework at the international level for the regulation of corporate conduct with respect to human rights.² They set out what states and corporate entities need to do in order to comply with existing obligations under international human rights law, and are already having a significant impact on national law and policy. Indeed, the UNGPs provide the normative lens through which corporate conduct can be assessed in order to establish legally relevant facts in litigation where corporate liability is addressed. They are concerned both with preventing adverse human rights impacts and ensuring remedial actions are taken where a corporation's conduct *causes, contributes, or is directly linked* to such impacts.³ Crucially, heightened normative requirements apply in contexts of conflict, occupation and structural vulnerability, especially where domestic enforcement of international human rights law may be weak or compromised, rendering international oversight necessary.⁴

4. Other areas of international law establish specific legal obligations for corporations, especially international humanitarian law – which is binding on non-State actors involved in armed conflict⁵ – and international criminal law, under which individuals such as corporate executives, and increasingly corporate entities themselves, can be held criminally liable.⁶ Domestic courts are the primary jurisdiction for the enforcement of corporate responsibility for human rights violations and international crimes.

¹ A/HRC/59/23, para. 5.

² United Nations, Guiding Principles on Business and Human Rights, www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinessshr_en.pdf.

³ UNGP 13.

⁴ UNDP, *Heightened Human Rights Due Diligence for Businesses in Conflicted Affect Contexts: A Guide*, www.undp.org/publications/heightened-human-rights-due-diligence-business-conflict-affected-contexts-guide (“UNDP Heightened HRDD”); UNGP 7 Commentary; OECD, *Guidelines for Multinational Enterprises on Responsible Business Conduct*, www.oecd.org/en/publications/oecd-guidelines-for-multinational-enterprises-on-responsible-business-conduct_81f92357-en.html (“OECD Guidelines”), para. 43.

⁵ A/75/212 (2020), para. 10.

⁶ See Section 2.3.

2.1. States as the primary duty-bearers

5. International law accords States the primary role of ensuring that corporate entities do not violate international law and respect human rights, as part of their obligation to respect, protect and fulfil human rights. Under international human rights law, confirmed by the UNGPs, States may be found in breach of their human rights obligations where they fail to take appropriate steps to prevent, investigate, punish and redress abuses by private actors when human rights violations occur.⁷ States have an obligation to extend this regulation and oversight to the operations of corporations that occur outside their territory, in accordance with general extraterritorial human rights obligations.⁸

6. Furthermore, under the rules on State responsibility, violations of human rights by private actors will be attributed to a State where a corporate entity acts on instructions from or under the control or direction of the State, is empowered by State legislation to exercise elements of governmental authority or where the State acknowledges and adopts the conduct as its own.⁹ Accordingly, the UNGPs require States to take additional steps to protect against human rights abuse by corporate entities owned, controlled by or receiving substantial support from the State.¹⁰

2.2. Responsibilities of corporate entities

7. The UNGPs apply to all corporate enterprises, “regardless of their size, sector, operational context, ownership and structure.”¹¹ The responsibility of corporate entities for human rights violations and crimes under international law exists independently from that of States and irrespective of the action States do or do not take to ensure they respect human rights. Consequently, corporations must respect human rights even if a State where they operate does not, and they may be held accountable even if they have complied with the domestic laws where they operate.¹² In other words, compliance with domestic laws does not preclude/is not a defense to responsibility or liability.

8. Corporate entities are obliged both to avoid violating human rights law and to address human rights violations resulting from their own activities or their business relationships with others. To achieve this, the UNGPs establish a “continuum of involvement” and associated responsibilities. These reflect the complexity of corporate structures and economic value chains, and the fact that the nature of a company’s involvement in a particular human rights impact may shift over time, so that if it does not take appropriate action, it could move up that continuum. The activities of a corporate entity and its relationships can be seen as part of an ecosystem, which may *altogether* (by perpetrating, facilitating, enabling and/or profiting) adversely impact human rights, resulting in violations.¹³

9. A corporate entity’s responsibility depends primarily on whether its activities or relationships throughout its supply/value chain¹⁴ risk, or are in fact:

(a) *causing* human rights violations,¹⁵ due to its own activities being essential to the human rights abuse being able to occur.¹⁶

⁷ A/HRC/4/35/Add.1 (2007); UNGP 1-7.

⁸ UNGP 7 Commentary, CCPR, General Comment 31 (2004), para 10; CESCR, General Comment 24 (2017), paras. 25–37; consider CCPR/C/DEU/CO/6, para. 16.

⁹ *Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts*, Arts 5, 8, 9, 11; CESCR General Comment 24 (2017), para. 11.

¹⁰ UNGP 4.

¹¹ UNGP 14.

¹² UNGP 23; UNGP 11 Commentary; OECD Guidelines, para. 43; HR/PUB/12/02 (2012), pp. 13-14; https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2024/06/20240328_Due-diligence-and-corporate-accountability-in-the-arms-value-chain.pdf.

¹³ UNGP 13; Submission (1.13.a).

¹⁴ A/HRC/RES/17/4 (2011); Irene Pietropaoli, “Expert Legal Opinion: the Obligations of Third States and Corporations to Prevent and Punish Genocide”, 5 June 2024, www.alhaq.org/advocacy/23294.html, p. 38.

¹⁵ Note: the UNGPs refer to “adverse human rights impact”, this text uses “human rights violations” to reflect the context of the oPt, where violations and crimes are occurring.

¹⁶ UNGP 13, Submission (1.13.b) p. 20.

(b) *contributing to violations* through its own activities – either directly or through some outside entity (government, business or other). This includes any activity or relationship where a causal link can be established between the corporate entity’s actions and the resulting violation.¹⁷ Causality between the entity’s actions and the resulting abuse will be considered to exist where it has facilitated or enabled the abuse, created strong incentives for a third party to breach international human rights law or undertaken activities “in parallel with a third party, leading to cumulative impacts”.¹⁸

(c) *directly linked to violations* through its operations, products, services or corporate relationships, although it need not itself be contributing to the abuses.¹⁹

10. The UNGPs expect corporate entities to ensure that they are not implicated in human rights violations by undertaking **periodic human rights due diligence (HRDD)** to identify concerns *and* adjust their conduct.²⁰ Additionally, in situations of armed conflict, occupation and other instances of widespread violence, corporate entities are expected to engage in **heightened human rights due diligence** throughout the period of the conflict.²¹

11. As part of this heightened process – which is imperative in the oPt – corporate entities should ask themselves three questions regarding their actions and omissions:

(a) Is there an actual or potential adverse impact on human rights or is the conflict connected either to the corporate entity’s activities, products or services?

(b) If so, do the corporate entity’s activities increase the risk of that impact?

(c) If so, would the corporate entity’s activities in and of themselves be sufficient to result in that impact?²²

12. In answering these questions, corporate entities must consider:

- Conflict will always create adverse negative human rights impacts, therefore a corporate entity operating in a conflict will always cause, contribute to or be directly linked with human rights impacts;
- Corporate activities in a conflict-affected area can never be ‘neutral’; even where a corporate entity does not take sides in a conflict, its activities will inevitably affect the conflict dynamics;
- Corporate entities need to respect standards of international humanitarian law and the obligation to prevent genocide, in addition to human rights.²³

13. Based on the above assessment, a corporate entity has particular legal responsibilities:

¹⁷ Rachel Davis, “The UN Guiding Principles on Business and Human Rights and Conflict-Affected Areas: State Obligations and Business Responsibilities”, *Int’l Rev. Red Cross*, vol. 94, No. 887, (2012), p. 973; Tara Van Ho, “Defining the Relationships: ‘Cause, Contribute, and Directly Linked to’ in the UN Guiding Principles on Business and Human Rights”, *Human Rights Quarterly*, vol. 43, No. 4, (November 2021), p. 634; see also Note by the Chair of the Negotiations on the 2011 Revision, Regarding the Terminology on “Directly Linked”, OECD Guidelines for Multinational Enterprises (2011 Revision), <https://mneguidelines.oecd.org/global-forum/GFRBC-2014-financial-sector-document-3.pdf>.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Irene Pietropaoli, “Expert Legal Opinion”, p. 38.

²⁰ UNGP Commentary to Principles 17 and 19; Tara Van Ho, “Defining the Relationships”, p. 631, John Ruggie, *Just Business: Multinational Corporations and Human Rights* (2013), p. 99; Surya Deva, “Mandatory human rights due diligence laws in Europe: A mirage for rightsholders?”, *Leiden Journal of International Law*, vol. 36 (2023), 389.

²¹ UNGP 7; UNDP Heightened HRDD Guide; A/75/212 (2020); A/HRC/17/32 (2011).

²² UNDP Heightened HRDD Guide; p. 26.

²³ UNGP 7, 23 Commentary; UNDP Heightened HRDD, p.10; UN, *Framework of Analysis for Atrocity Crimes - A tool for prevention*, 2014, www.refworld.org/reference/manuals/un/2014/en/102631 (“Framework for Atrocity Crimes”); A/75/212 (2020), para. 43; www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/OPTStatement6June2014.pdf; See also: T.L. Van Ho and M.K. Alshaleel, “The Mutual Fund Industry and the Protection of Human Rights” *Human Rights Law Review*, vol. 18, No. 1 (2018).

(a) Where it *causes* human rights violations (answers “yes” to all three questions), it has a responsibility to cease the action, and to provide remedies and reparations for harm caused.²⁴

(b) Where it *contributes to* human rights violations (answers “yes” to questions 1 and 2, “no” to 3), it has a responsibility to take the necessary steps to cease or prevent its own contribution to human rights violations (including terminating relationships), to mitigate any remaining impact through its leverage and to cooperate in the remediation of the harm.²⁵

(c) Where it is *directly linked* to human rights violations (answers “yes” only to question 1), it is required to use its leverage, including collaboratively, to prevent or mitigate the impact on human rights.²⁶ Should that leverage prove ineffective, it must consider terminating relationships.²⁷ Failure to disengage from a high-risk context (despite due diligence) will increase a corporate entity’s liability for the violation.²⁸

14. A crucial and often misunderstood aspect of the framework is that when assessing corporate actions, it is the material impact of corporate actions on the *current and potential* protection of human rights and the conflict-affected context itself that matters,²⁹ and not the degree of diligence exercised or the degree of negligence.³⁰ In other words, conducting this due diligence will not absolve a corporate entity of responsibility.³¹ What matters is the human rights impacts and the actions taken to avert or address the risk.

15. **Correctly identifying the violation in question is therefore crucial.** This means corporate entities must consider whether specific human rights violations may also be constitutive of more structural and systemic violations of international law.³² According to the UNGPs, the severity of the human rights impacts will determine their responsibilities and the sufficiency of the steps taken to prevent, cease and remedy the serious violations.³³ For example, a corporate entity may be *contributing to* home demolitions and forced displacement. However, in a context of settlement expansion, or more structural crimes, the corporate entity’s actions may also be *directly linked* to the maintenance of apartheid, racial discrimination and genocide, or *contributing to* those violations, when systematic forced displacement is a constitutive component of these crimes as they unfold. They are also inherently *contributing to* the violation of the right to self-determination.

16. Additionally, the complexity of expected HRDD processes and the urgency with which corporate entities must act is proportional to the scale, scope and irremediability of the violations occurring.³⁴ In situations where there is clear evidence of ongoing, widespread human rights violations, the corporate entity must treat the risk of involvement as a legal compliance issue and, in the most extreme circumstances, cease operations in the State in question. Heightened HRDD enables corporate entities to anticipate escalations in the

²⁴ OHCHR, *The Corporate Responsibility to Respect Human Rights: Interpretative Guide*, 2017, www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/HR.PUB.12.2_En.pdf (“OHCHR Interpretative Guide”), p. 5; Tara Van Ho, “Defining the Relationships”.

²⁵ UNGP 19 Commentary, UNGP 22.

²⁶ UNGP 17 Commentary.

²⁷ UNGP 19 Commentary; OHCHR Interpretative Guide, p. 7.

²⁸ UNGP 19 Commentary; Tara Van Ho, “Defining the Relationships”, p. 635; OHCHR, Response to Request from BankTrack for Advice Regarding the Application of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights in the Context of the Banking Sector 5 (12 June 2017), www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/InterpretationGuidingPrinciples.pdf, p. 7.

²⁹ John Ruggie and John Sherman, “The Concept of ‘Due Diligence’ in the UN Guiding Principles on Business and Human Rights: A Reply to Jonathan Bonnitcha and Robert McCorquodale”, *The European Journal of International Law*, vol. 28, No. 3 (November 2017), pp. 923–924.

³⁰ UNGP 18 and Commentary; Submission (1.5.b); Ruggie and Sherman, “The Concept of Due Diligence”, p. 924. See David Bilchitz and Surya Deva, “The human rights obligations of business: a critical framework for the future” in *Human Rights Obligations of Business: Beyond the Corporate Responsibility to Respect* (CUP, 2013), p. 11.

³¹ Tara Van Ho, “Defining the Relationships”, p. 631; Surya Deva, “Mandatory human rights due diligence”, pp. 395–396.

³² UNGP 12 Commentary, 14 Commentary.

³³ UNGP 14; OECD Guidelines, p. 31; Submission 1.3.

³⁴ [A/75/212](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/InterpretationGuidingPrinciples.pdf) (2020), para. 13.

violations, and take the requisite action *before* those violations materialise.³⁵ Failure to do so affects the degree of involvement and the extent to which their actions will be considered sufficient, impacting liability assessments. Thus a corporate entity *directly linked* to home demolitions and failing to terminate its relationships will find itself *contributing* to that violation, carrying greater responsibilities.³⁶

2.3. When responsibility may entail criminal liability

17. Failure to act responsibly in line with international law may implicate corporate entities in more serious violations giving rise to criminal liability, for the *corporate* entity and/or for its executives.

18. Drawn from the legacy of the Industrialists' trials at Nuremberg,³⁷ corporate accountability for international crimes is based on a recognition of the critical role the economy plays in times of war and conflict,³⁸ and the fact that corporate entities may be involved in heinous violations of international law constituting *international* crimes.

19. Individual executives can be held criminally liable for the actions of their corporate entities, including before the International Criminal Court.³⁹ While, increasingly, *corporate* entities themselves, could also face criminal liability as a result of the emerging crystallization of customary international legal principles.⁴⁰ This includes some domestic jurisdictions which attribute criminal liability to corporations,⁴¹ and a growing body of treaties enshrine criminal liability of legal persons, which means that under international law

³⁵ A/75/212 (2020), paras. 19-21; Framework for Atrocity Crimes; UNGP 17 Commentary; OECD Guidelines, paras. 50, 51.

³⁶ UNGP 7, 13, 17, 19, 23 Commentary.

³⁷ *Krupp Case (United States of America v. Alfred Krupp)*, Judgment of 31 July 1948, in *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals under Control Council Law No. 10*, Vol. IX; I.G. Farben Case (United States of America v. Carl Krauch et al.), Judgment of 30 July 1948, in *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals under Control Council Law No. 10*, Vol. VIII.

³⁸ Submission (1.3); Anita Ramasastry, "Corporate Complicity: From Nuremberg to Rangoon - An Examination of Forced Labor Cases and Their Impact on the Liability of Multinational Corporations" *Berkeley Journal of International Law* vol. 20, Issue 1, p. 91. Annika van Baar, "Transnational Holocaust Litigation and Corporate Accountability for Atrocities Beyond Nuremberg" (19 February 2019); Jonathan Kolieb, 'Through the Looking-Glass: Nuremberg's Confusing Legacy on Corporate Accountability under International Law' *American University International Law Review* vol. 32, No. 2, (2017), p. 569, 582.

³⁹ Michael Kelly, *Prosecuting Corporations for Genocide* (OUP, 2016); Submission 1.3; A/75/212, para. 11.

⁴⁰ International Law Commission, Draft articles on Prevention and Punishment of Crimes Against Humanity, with commentaries, 2019, A/74/10, pp. 81–84, https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/commentaries/7_7_2019.pdf, African Union, Protocol on Amendments to the Protocol on the Statute of the African Court of Justice and Human Rights, 27 June 2014, art. 46 (not yet in force); Special Tribunal for Lebanon, *New TV S.A.L. Karma Mohamed Tashin Al Khayat*, Case No. STL-14-05/PT/AP/AR126.1, Decision of 2 October 2014; *U.S. v. Krauch, et al.*, (the I.G. Farben Case), VIII Trials of War Criminals Before the Nuremberg Military Tribunals, iii-iv (1952); *contra* UN Diplomatic Conference of Plenipotentiaries on the Establishment of an International Criminal Court, Rome, 15 June-17 July 1998, Official Records, vol. III (A/CONF.183/13), art. 23, para. 6, footnote 71.

⁴¹ E.g. Ecuador Código Orgánico Integral Penal, Registro Oficial, Suplemento, Año 1, N° 180, 10 February 2014, art. 90; www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/businessand_intercrime.pdf.

corporations can be criminally liable for specific crimes, including genocide,⁴² apartheid,⁴³ financing terrorism,⁴⁴ organized crime⁴⁵ and corruption.⁴⁶

20. The conduct of corporations and their executives may entail direct criminal liability but more commonly constitutes complicity or aiding and abetting liability. This may involve instigating, moral support,⁴⁷ or abetting, furnishing aid or assistance for or procuring the means for the commission of a crime⁴⁸ or the creation of conditions necessary for atrocity crimes to occur.⁴⁹ International tribunals have generally found that criminal liability for such forms of complicity: (a) *can* be established where the aid or assistance has a material effect on the commission of the crime,⁵⁰ and (b) depends on the knowledge possessed by the entity/executive of how its services or activities will be utilised, and the effect on the commission of the crime.⁵¹

21. In other words, it is not necessary to show that the entity or individual *intended* the particular harm; it is sufficient that in providing logistical, financial or operational support, they had actual or constructive *knowledge* that the principal *perpetrators* were engaged in a given crime,⁵² or, in the case of prosecutions before the ICC, acted “for the *purpose* of facilitating the commission of such a crime”.⁵³ Financial and managerial control over a corporate entity engaged in the crime is sufficient to establish the basis for individual criminal

⁴² Genocide Convention, Article VI; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007, para. 420; Michael Kelly, *Prosecuting Corporations for Genocide*.

⁴³ International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid (1973), art. I(2).

⁴⁴ International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism, art. 5.

⁴⁵ UN Convention against Transnational Organized Crime, art. 10.

⁴⁶ UN Convention against Corruption, art. 26.

⁴⁷ International Criminal Tribunal for Yugoslavia, *Prosecutor v. Blaškić*, Case No. IT-95-14-A, 29 April 2004, paras. 46–47.

⁴⁸ *Prosecutor v. Akayesu*, Case No. ICTR-96-4-T, para. 533-538; *Prosecutor v. Blagojević*, Case No. IT-02-60-T, para. 777; International Criminal Tribunal for Rwanda, *Prosecutor v. Kamuhanda*, Case No. ICTR-95-54A-A, Judgment, 22 January 2003, para. 596.

⁴⁹ International Criminal Tribunal for Rwanda, *Prosecutor v. Nahimana, Barayagwiza and Ngeze*, Case No. ICTR-99-52-T, Judgment, Summary, 3 December 2003, paras. 973–974.

⁵⁰ Note: the most common criminal standard requires “a substantial effect” on the commission of the crime: International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, *Prosecutor v. Tadić*, Case No. IT-94-1-T, 7 May 1997, paras. 688–692; while the ICC does not set such a high standard, an “effect” is sufficient: International Criminal Court, *Prosecutor v. Bemba*, Case No. ICC-01/05-01/13, Trial Judgment Pursuant to Article 72 of the Statute, 19 October 2016, para. 90; International Criminal Court, *Prosecutor v. Al Mahdi*, Case No. ICC-01/12-01/15, Decision on the Confirmation of Charges, 24 March 2016, para. 26; See Oona A. Hathaway et al., “Aiding and Abetting in International Criminal Law”, *Cornell Law Review*, vol. 104, (2019), pp.1606–1609.

⁵¹ International Criminal Tribunal for Yugoslavia, *Prosecutor v. Furundžija*, Trial Judgment, Case No. IT-95-17/1-T, 10 December 1998, paras. 209, 235; www.icj.org/wp-content/uploads/2012/06/Vol.1-Corporate-legal-accountability-thematic-report-2008.pdf, pp. 9, 39–40; Irene Pietropaoli, “Expert Legal Opinion”, pp. 18–19; consider also the *Lundin Oil Case* before the Swedish District Court, <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/lundin-petroleum-lawsuit-re-complicity-war-crimes-sudan/>.

⁵² *Prosecutor v. Akayesu*, Case No. ICTR-96-4-T, para. 541; *Prosecutor v. Blagojević*, Case No. IT-02-60-T, paras. 384, 777; International Criminal Tribunal for Rwanda, *Prosecutor v. Ntakirutimana and Ntakirutimana*, Case No. ICTR-96-10-A and ICTR-96-17-A, Appeal Judgement, 13 December 2004, paras. 500–501, 551; see also in the context of state responsibility: *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment, I.C.J. Reports 2007, para. 421; William A. Schabas, *Genocide in International Law: The Crime of Crimes* (CUP, 2009) p. 522.

⁵³ Rome Statute, Article 25(3)(c) (Emphasis added); International Criminal Court, *Prosecutor v. Bemba*, Case No. ICC-01/05-01/13, Trial Judgment Pursuant to Article 74 of the Statute, para. 97 (Oct. 19, 2016).

responsibility.⁵⁴ Jurisprudence has confirmed that corporate actors cannot avoid accountability by claiming that they were merely fulfilling commercial contracts.⁵⁵

2.4. Mechanisms of enforcement

22. This international framework is enforceable via a range of mechanisms – particularly at the domestic and regional levels – established by States in order to fulfil the legal obligations outlined in Section 2.1.

23. For many corporate actors a key incentive to uphold practices that respect human rights is the risk of reputational damage arising from their involvement in human rights violations and international crimes. The UN Database (see 3.1 below),⁵⁶ for instance, has significantly promoted awareness of corporate responsibility in the oPt and contributed to divestment decisions.

24. An examination of all legislative and policy mechanisms adopted by states is beyond the scope of this report. In many jurisdictions, corporate violations of *jus cogens* norms, customary international law, international criminal law and international human rights law are enforceable in courts, while in others domestic criminal laws, tortious and negligence laws, and contract laws provide useful mechanisms for victims. The UNGPs can and should be consistently used to provide the normative lens to assess corporate conduct and establish legally relevant facts.

25. Examples of corporate accountability for violations of international law include: in the UK for toxic emissions from a subsidiary-run copper mine,⁵⁷ in the Netherlands for the supply of nerve gas to Iraq,⁵⁸ in France for payments to armed groups to keep a cement factory running⁵⁹ and in Sweden for using the military to secure oil fields in Sudan.⁶⁰ In the US, a civil suit under the Alien Torts Statute, under which US courts can hold American corporations accountable for “violation[s] of the law of nations”,⁶¹ led to settlement with a US oil company for its complicity in violations in Myanmar.⁶²

26. Where a corporate entity profits from actions that constitute an international crime (e.g., a war crime, genocide, apartheid or an act of aggression), this may also form the predicate crime for an offence under money laundering and proceeds of crime legislation that exists in many domestic jurisdictions,⁶³ which, if successfully proven, can infect all corporate

⁵⁴ International Residual Mechanism for International Criminal Tribunals, *Prosecutor v Kabuga* (Case No. MICT-13-38-PT, Prosecution’s Second Amended Indictment, 1 March 2021, paras. 9, 25, 30, 34.

⁵⁵ *Trial of Bruno Tesch and Two Others (The Zyklon B Case)* (1947) 1 Law Reports of Trials of War Criminals 93 (British Military Court, Hamburg) pp. 102.

⁵⁶ A/HRC/RES/31/36 (2016); A/HRC/RES/53/25 (2023); UN Database: www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session31/database-hrc3136.

⁵⁷ Supreme Court of the United Kingdom, *Vedanta Resources PLC v Lungowe* [2019] UKSC 20.

⁵⁸ District Court of The Hague, *Public Prosecutor v. Frans Cornelis Adrianus van Anraat*, 23 December 2005, www.internationalcrimesdatabase.org/Case/178/Van-Anraat/.

⁵⁹ “Communiqués de Presse: Lafarge Poursuivi Pour Financement Presume de Terrorisme” (15 November 2016). Cour de cassation, [7 September 2021] Pourvoi No. 19-87.036; www.asso-sherpa.org/lafarge-in-syria-french-supreme-court-issues-decisive-ruling-on-charges-faced-by-the-multinational.

⁶⁰ www.business-humanrights.org/en/latest-news/lundin-petroleum-lawsuit-re-complicity-war-crimes-sudan/.

⁶¹ Alien Torts Statute, 28 US Code, para. 1350; note Supreme Court decisions in *Sosa v. Alvarez-Machain*; *Kiobel v. Royal Dutch Petroleum*; *Jesner v. Arab Bank* and *Nestle v. Doe* have severely restricted the scope of the Statute in recent years; see Federica Violi, “Navigating Corporate Accountability in International Economic Law: A Critical Overview”, (2024) in Ioannis Papadopoulos, et al., (eds), *Handbook of Accountability Studies: Politics, Law, Business, Work* (Elgar Publishing, forthcoming 2025).

⁶² *Doe v Unocal* (hereafter Unocal) <https://earthrights.org/case/doe-v-unocal/#timelineff69-1a905f26-f4b6>, *Wiwa v Royal Dutch Petroleum Co* (Wiwa), *Talisman*, *Bowoto v Chevron* (Bowoto), *John Does v Exxon Mobil Corp* (Exxon Mobil), *Rio Tinto*, and *Beanal v Freeport-McMoran Inc.* (Beanal). 7

⁶³ E.g. Proceeds of Crime Act 2002 (UK).

dealings along the supply chain, such as provision of insurance, tech services, legal accountancy and banking services.⁶⁴

27. Domestic human rights due diligence laws now exist in several states, including France,⁶⁵ Germany,⁶⁶ Norway⁶⁷ and Switzerland,⁶⁸ and the number can be expected to increase across EU states following the adoption of the EU Directive on Corporate Sustainability Due Diligence in July 2024,⁶⁹ subject to proposed amendments.⁷⁰ These laws establish mechanisms for supervision and enforcement through injunctive orders and effective, proportionate and dissuasive penalties.⁷¹ They are often complemented by regulations applicable to particular sectors, such as dual-use cyber-surveillance items,⁷² forced labour⁷³ and non-financial reporting entities.⁷⁴

28. The OECD Guidelines for Multinational Enterprises on Responsible Business Conduct have opened new opportunities for scrutiny.⁷⁵ These require all 51 adhering States, including Israel,⁷⁶ to establish National Contact Points (NCPs) to promote the guidelines and create a non-judicial grievance mechanism allowing NGOs, trade unions, affected individuals and communities to lodge complaints about the direct operations or supply chains of companies operating in or from an OECD-country,⁷⁷ and to receive a mediated outcome or final determination with recommendations.⁷⁸

29. Where direct remedies are not available against corporate entities, it may be possible to hold States responsible for failing to comply with their obligations vis-a-vis corporate entities within their jurisdiction.⁷⁹

3. Applying the framework to the occupied Palestinian territory

30. In the case of the oPt, corporate entities **have been on notice for decades** regarding the widespread and systematic nature of the human rights violations perpetrated there. Proper human rights due diligence would have identified the risk of corporate entities incurring

⁶⁴ Consider *World Uyghur Congress v National Crime Agency* [2024] EWCA Civ 715.

⁶⁵ French Duty of Vigilance Act 2017, *LOI n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre*.

⁶⁶ German Act on Corporate Due Diligence Obligations in Supply Chain 2021, *Gesetz über die unternehmerischen Sorgfaltspflichten in Lieferketten*, 16 July 2021.

⁶⁷ Norwegian Transparency Act 2021, *Act relating to enterprises' transparency and work on fundamental human rights and decent working conditions*, <https://lovdata.no/dokument/NLE/lov/2021-06-18-99>.

⁶⁸ Swiss Due Diligence Act 2021, Nicolas Bueno, "The Swiss Human Rights Due Diligence Legislation: Between Law and Politics", *Business and Human Rights Journal*, vol. 6, No. 3 (2021), pp. 542–549.

⁶⁹ EU Corporate Sustainability Due Diligence Directive, 2024/1760, (July 2024).

⁷⁰ www.business-humanrights.org/en/latest-news/eu-ohchr-publishes-commentary-on-omnibus-proposal-warns-that-omnibus-proposal-risks-backsliding-on-csddd/.

⁷¹ https://commission.europa.eu/business-economy-euro/doing-business-eu/sustainability-due-diligence-responsible-business/corporate-sustainability-due-diligence_en#what-are-the-obligations-for-companies; www.morganlewis.com/pubs/2024/03/the-first-french-court-rulings-on-the-duty-of-vigilanc.

⁷² Regulation (EU) 2021/821.

⁷³ Regulation (EU) 2024/301.

⁷⁴ e.g.

www.regjeringen.no/contentassets/9d68c55c272c41e99f0bf45d24397d8c/2022.09.05_gpfg_guideline_s_observation_exclusion.pdf; www.ccc.ca/wp-content/uploads/2019/12/9.-CCC-Human-Rights-Due-Diligence-Guidelines-Defence-Security.pdf.

⁷⁵ OECD Guidelines.

⁷⁶ <https://mneguidelines.oecd.org/ncps/israel.htm>.

⁷⁷ <https://mneguidelines.oecd.org/ncps/how-do-ncps-handle-cases.htm>.

⁷⁸ UK National Contact Point, *Final Statement: Lawyers for Palestinian Human Rights complaint to UK NCP about JCB*, Decision, 12 November 2021; Spanish National Contact Point, *Final Statement: Comité de Solidaridad de la Causa Árabe (CSCA) & a company active in the construction sector*, 25 May 2022.

⁷⁹ Ralph Wilde, Legal Opinion, 1 December 2024, https://alhaqueurope.org/wp-content/uploads/2024/12/ralph_wilde_icj_opt_ao_thirdstateseu_legal_opinion.pdf, paras. 91–94.

responsibility for such violations well before the catastrophic events that have unfolded since October 2023 – all the more so if the required heightened processes were followed.

3.1. An inherently unlawful context, gradually exposed

31. Since 1967, Palestinian and Israeli human rights groups,⁸⁰ the United Nations main organs⁸¹ as well as UN treaty bodies,⁸² special rapporteurs,⁸³ investigative committees⁸⁴ and major international NGOs – including Human Rights Watch,⁸⁵ Amnesty International,⁸⁶ Save the Children⁸⁷ and Oxfam⁸⁸ – have systematically documented the Israeli occupation's many violations, including the economic structures that sustain it.

32. In its 2004 Advisory Opinion, the ICJ found that Israel's construction of the Wall in the West Bank, including east Jerusalem, violated peremptory norms of international law, including the right to self-determination, the prohibition on annexation and obligations under international humanitarian and human rights law, including the crime of forced displacement.⁸⁹

33. The 2004 Advisory Opinion laid the foundation for civil society responses such as the BDS campaign⁹⁰ and initiatives by other actors⁹¹ who have mobilized around the principle that those who profit from occupation should be held accountable. In response to mounting pressure, as well as internal risk assessments and strategic considerations, several companies have taken action. Some corporations have divested – for example, KLP from Caterpillar,⁹² Irish Strategic Investment Fund from six Israeli companies⁹³ and AXA from five Israeli banks and Elbit Systems⁹⁴ – or have withdrawn their operations from the Israeli market, as have

⁸⁰ www.alhaq.org/cached_uploads/download/2025/01/14/punishing-a-nation-1736840036.pdf; www.alhaq.org/cached_uploads/download/alhaq_files/publications/Annexation_Wall_english.pdf; https://badil.org/cached_uploads/view/2021/04/19/wp-e-11-1618822997.pdf; https://badil.org/cached_uploads/view/2021/04/19/icl-wp12-eng-1618823024.pdf; www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid.

⁸¹ UNSC 242 (1967), 338 (1973), S/RES/2334 (2016).

⁸² CERD/C/113/3.

⁸³ A/HRC/49/87 (2022); A/HRC/13/53 (2010).

⁸⁴ A/HRC/28/79 (2015); A/HRC/50/21 (2022).

⁸⁵ www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution.

⁸⁶ www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2022/02/israels-system-of-apartheid/; www.amnesty.org.uk/files/2018-09/3.%20Campaign%20Briefing%201%20-%20Israel%20Palestine%2050%20years%20of%20occupation.pdf?5wqeX6EBe_M50pnGGMDotlUJj3FPvx6q=.

⁸⁷ www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2003/07/6bb117b13425504685256ea90055c8ab_assessment.pdf; https://unispal.un.org/pdfs/GS_HumImplosion.pdf.

⁸⁸ https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp104-palestinians-five-years-of-illegality_4.pdf.

⁸⁹ *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, Advisory Opinion, 9 July 2004, I.C.J. Reports 2004, paras. 120–123; 163(3)(D).

⁹⁰ <https://bdsmovement.net/BNC>.

⁹¹ www.whoprofits.org/; <https://afsc.org/>; <https://dontbuyintooccupation.org/>; <https://act.progressive.international/watermelon/>.

⁹² www.klp.no/en/corporate-responsibility-and-responsible-investments/exclusion-and-dialogue/exclude-caterpillar-inc.pdf.

⁹³ www.gov.ie/en/departments-of-finance/press-releases/minister-mcgrath-notes-ntma-confirmation-of-divestment-from-certain-investments-in-the-occupied-palestinian-territory/.

⁹⁴ https://hwkvufmtfxjkrhbrfqkj.supabase.co/storage/v1/object/public/PUB/AXA_investments_Israeli_banks_report.pdf.

Veolia,⁹⁵ CRH,⁹⁶ General Mills,⁹⁷ G4S,⁹⁸ Yokohama⁹⁹ and Pret a Manger,¹⁰⁰ and Ben & Jerrys continues to fight to implement its decision to withdraw sales to colonies against efforts of its parent company Unilever.¹⁰¹ In the sports sector, sustained advocacy led Adidas, PUMA, and Erreà to end their sponsorship of the Israel Football Association.¹⁰²

34. In 2016, the UN Human Rights Council adopted resolution [A/HRC/RES/31/36](#), pursuant to which the Office of the High Commissioner for Human Rights established a database in 2020 ('UN database') listing business enterprises that have "directly and indirectly enabled, facilitated and profited from the construction and growth of the settlements", identifying ten specific types of activities.¹⁰³ Its most recent iteration, updated in 2023, lists 97 companies.¹⁰⁴ While it does not cover the full gamut of relevant activities, the database captures critical components of the complex matrix of corporate entities involved in the displacement and replacement of the Palestinians.

3.2. Seismic shift: international court proceedings

35. Recent legal developments concerning the oPt have significantly reshaped the assessment of corporate responsibility and potential liability.

36. Most significant is the ICJ's Advisory Opinion of 19 July 2024, which addressed the legality of Israel's very *presence* in the oPt. The Court declared the prolonged presence of Israel in the whole of the territory, including its colony regime – composed of its military presence, settlements, associated infrastructures and control of Palestinian natural resources¹⁰⁵ – as illegal¹⁰⁶ in its entirety on the basis of sustained violations of two peremptory norms of international law: the right to self-determination of the Palestinian people and the prohibition on the acquisition of territory by force (annexation).¹⁰⁷ The Court also recognized, among others, the violation of the non-derogable norm prohibiting racial segregation and apartheid.¹⁰⁸

37. **The ICJ's finding of a violation of the prohibition on the use of force effectively qualifies the occupation as an act of aggression.**¹⁰⁹ Consequently, any dealings that support or sustain the occupation and its associated apparatus may amount to complicity in an international crime under the Rome Statute.¹¹⁰ While Israel, as the de facto occupying power, remains bound by international humanitarian law, the illegality of the occupation means all administrative and military actions it undertakes in the oPt – from controlling visas, permits

⁹⁵ www.middleeastmonitor.com/20150829-veolia-completes-withdrawal-from-israel-in-victory-for-bds-campaign/.

⁹⁶ www.crh.com/media/1062/dev-strat-update-07012016_2.pdf.

⁹⁷ www.generalmills.com/news/stories/an-update-on-general-mills-joint-venture-in-israel.

⁹⁸ <https://mayafiles.tase.co.il/RHtm/1524001-1525000/H1524391.htm>; www.g4s.com/news-and-insights/news/2017/06/29/sale-of-g4s-secure-solutions-israel-ltd; www.g4s.com/news-and-insights/news/2016/05/23/statement-regarding-the-sale-of-g4s-israel.

⁹⁹ www.y-yokohama.com/release/pdf/2024111414mg004.pdf.

¹⁰⁰ www.reuters.com/business/retail-consumer/british-sandwich-chain-pret-abandons-plan-open-israel-2024-06-03/.

¹⁰¹ www.unilever.com/news/press-and-media/press-releases/2021/unilever-statement-on-ben-and-jerrys-decision/; www.nbcnews.com/business/business-news/ben-jerry-s-withdraws-sales-israeli-settlements-clashes-parent-company-n1274403; <https://fortune.com/europe/2025/03/19/unilever-oppressiveness-ben-jerrys-ceo-sacked-social-mission/>; www.timesofisrael.com/ben-jerrys-founder-said-looking-to-buy-back-company-from-unilever-amid-israel-spat/.

¹⁰² www.bdsmovement.net/news/israel-football-association-loses-yet-another-sponsor.

¹⁰³ [A/HRC/22/63](#) (2013) para. 96; [A/HRC/RES/31/36](#) (2016); [A/HRC/43/71](#) (2020).

¹⁰⁴ www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session31/database-hrc3136/23-06-30-Update-israeli-settlement-opt-database-hrc3136.pdf para. 14.

¹⁰⁵ *Legal Consequences Arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion, 19 July 2024, I.C.J. Reports 2024, para. 111.

¹⁰⁶ *Ibid.*, paras. 155 and 261–264.

¹⁰⁷ *Ibid.*, paras. 173, 179 and 252.

¹⁰⁸ *Ibid.*, paras. 223–229.

¹⁰⁹ *Ibid.*, paras. 252–258.

¹¹⁰ Rome Statute, Article 8 *bis*; [A/77/356](#), para. 22.

and movement, to incarceration and economic regulation – lack lawful authority under international law and should be considered invalid.¹¹¹

38. **Second, the recognition by the ICJ of the violation of the right to self-determination in turn informs the interpretation of all human rights and other legal obligations that flow therefrom.** As the Court said, **the right to self-determination** is the most fundamental and existential right for all human beings, as it pertains to the inherent capability of a people to exist and determine themselves as a people in a given territory, free from foreign control and occupation.¹¹² Without this right, a people are unable to exercise control over their lives and resources in the territory recognized under international law as their own.¹¹³

39. On the basis of the ICJ's Advisory Opinion, the UN General Assembly demanded that Israel bring to an end its unlawful presence in the oPt by 17 September 2025.¹¹⁴ Until that happens, States must not provide aid or assistance or enter into economic or trade dealings, and must take steps to prevent trade or investment relations that would assist in maintaining the illegal situation created by Israel in the oPt.¹¹⁵ It should be emphasized that the failure of States to act on the ICJ ruling does not absolve corporate entities of their responsibilities under international law and the UNGPs.

3.3. Atrocity crimes

40. This sustained situation of illegality with impunity, with its associated violations of international law and international crimes, has predictably given rise to further egregious violations, amounting to atrocity crimes, committed since October 2023. These have in turn precipitated the opening by the ICJ and ICC of proceedings concerning Israel: the former relating to genocide, the latter to war crimes and crimes against humanity.

41. On 26 January 2024, following the *South Africa v. Israel* proceedings under the Genocide Convention, the ICJ ordered Israel to take “all measures” within its power to prevent genocidal acts against Palestinians,¹¹⁶ and in May 2024, the Court ordered Israel to “immediately halt” military operations that may bring about conditions of life intended to destroy.¹¹⁷ In separate proceedings, *Nicaragua v. Germany*, the ICJ reminded *all* States “of their international obligations relating to the transfer of arms¹¹⁸ to parties to an armed conflict, in order to avoid the risk that such arms might be used to violate” international law.¹¹⁹

42. By placing States on explicit notice of this risk of genocide, the ICJ orders engaged the obligation under Article 1 of the Genocide Convention to “prevent and punish” genocide, thereby exposing all those who continue to aid, abet or assist Israel in committing such acts to potential international responsibility for complicity in genocide.

43. In November 2024, the ICC issued arrest warrants in the *Situation in the State of Palestine* for Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu and former Defense Minister Yoav

¹¹¹ Ralph Wilde, Legal Opinion, para 45.

¹¹² *Legal Consequences Arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion, 19 July 2024, I.C.J. Reports 202, paras. 230–233; [A/77/356](#) paras. 16–18.

¹¹³ [A/77/356](#) (2022) para. 237.

¹¹⁴ [A/RES/ES-10/24](#) (2024), para. 2.

¹¹⁵ *Legal Consequences Arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion, 19 July 2024, I.C.J. Reports 202, paras. 278–279.

¹¹⁶ *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip (South Africa v. Israel)*, Order, 26 January 2024, I.C.J. Reports 2024, para. 86(1).

¹¹⁷ *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip (South Africa v. Israel)*, Request for the Modification of the Order of 28 March 2024, Order, 24 May 2024, I.C.J. Reports 2024, paras. 29, 57(2)(a).

¹¹⁸ www.un.org/unispal/document/arms-transfers-un-experts-20jun24/.

¹¹⁹ *Alleged Breaches of Certain International Obligations in Respect of the Occupied Palestinian Territory (Nicaragua v. Germany)*, Order, 30 April 2024, I.C.J. Reports 2024, paras. 22–24; *Legal Consequences Arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*, Advisory Opinion, 19 July 2024, I.C.J. Reports 202, para. 285(7).

Gallant, on the basis that there are reasonable grounds to believe that they bear criminal responsibility for war crimes and crimes against humanity.

3.4. Consequences for corporate entities

44. The above legal developments have significantly reshaped the assessment of corporate responsibility and potential liability, which must now be interpreted in light of these orders and decisions of international courts.

45. The scale and severity of violations occurring throughout Israel's decades-long military occupation – which has helped entrench a settler-colonial apartheid regime – should already have alerted corporate actors to their responsibility to avoid *causing, contributing to* or being *directly linked to* ongoing human rights violations, and the possibility that they may have been complicit in the commission of international crimes, such as by aiding and abetting and facilitating them. The political economy of Israel's occupation set out in the report, is illustrative of the entwinement of all manner of corporate activities with the *displacement* and *replacement* of Palestinians in the oPt. At a minimum, this *directly linked* these corporate activities with an entrenched and structural set of violations that almost certainly already triggered the responsibility of corporate entities to cease engagement linked to the oPt under the UNGPs, on the basis of their limited capacity to wield influence in order to prevent or mitigate the adverse impact. But the recent and ongoing ICJ and ICC proceedings have removed any possible doubt and put corporate entities – whether subsidiaries, parent companies or direct actors and investors – clearly on notice of the serious risk of being implicated in very serious violations of international law, including human rights violations and international crimes, and of their actions having contributed to or become criminally complicit in these violations and crimes.

46. Israel's ongoing illegal occupation of the oPt creates an untenable situation for corporate entities to simply continue business as usual. The finding that the occupation is per se illegal, and that international crimes, including genocide, and arguably the crime of aggression, may have been committed, has gone far beyond a "heightened risk" of adverse human rights impact. The private sector must, in its own interests, urgently reconsider all engagement connected to Israel's economy of occupation and now genocide.

47. A consequence of the ICJ Advisory Opinion is a requirement for heightened human rights due diligence on the part of corporate entities, which must now address the fundamental illegality at the heart of Israel's enterprise. They can no longer limit their legal assessments and mitigation measures to questions of Israel's specific conduct and whether certain human rights (e.g., environmental, workers' or children's rights or lack of fair trial guarantees) and humanitarian frameworks are respected.¹²⁰ For example, the incarceration of thousands of Palestinians, whether in administrative detention or after being convicted in military courts, is unlawful due to the lack of legal authority and because it is part of a governance system using mass incarceration of Palestinians as a tool of systemic repression and forced displacement, and not merely due to the absence of fair trial guarantees. The Advisory Opinion also signals that corporate entities must recognize the primacy of the right to self-determination and its interpretive function in the construction of all other human rights protections.¹²¹ This means human rights policies and environmental, social and governance frameworks cannot continue to overlook the right to self-determination, which is firmly embedded within human rights law,¹²² recognized as a foundational right of all peoples, and the prerequisite to all other rights.¹²³

48. It also means recognizing that any engagement with the Palestinian people and in the oPt must comply with their right to self-determination. This supersedes paternalistic justifications based on the fiduciary obligations of the occupying power under the Fourth Geneva Convention, and invalidates specious justifications by corporate entities, such as that

¹²⁰ Ralph Wilde, Legal Opinion, paras. 51–52.

¹²¹ CCPR/C/70/D/547/1993, para. 9.2; CCPR/C/124/D/2950/2017, paras. 9.9–9.11; CCPR/C/124/D/2668/2015, paras. 1.4, 2.4, 6.11.

¹²² Common Article 1 of both the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR).

¹²³ A/RES/637(VII); CCPR General Comment No. 12 (1984) para. 1.

an investment through Israel as the occupier can eventually benefit the Palestinians as well, or that divestment would have adverse human rights impacts.¹²⁴

49. The ICJ Advisory Opinion, endorsed by the UN General Assembly, imposes a prima facie responsibility on corporate entities to not engage and/or to withdraw totally and unconditionally from any dealings with any component of the occupation. Where corporate entities disregard this notice, fail to abide by their responsibilities under the UNGPs and continue engagement through their activities and relationships with Israel, its economy, its military and private sector connected to the oPt, they knowingly contribute to or cause violations, including the denial of the Palestinian right to self-determination, the permanent annexation of Palestinian territory or the maintenance of Israel's unlawful occupation of Palestinian territory. The escalation in legal responsibility arises also because ongoing sustainment of any relationships and activities in such a serious context, contributes to legitimating Israeli conduct and furthering impunity which in turn leads to ever more egregious conduct. Normalisation of the illegal is essential to the survival of Israel's settler-colonial enterprise.

50. Now, this is a political economy that was always eliminatory and has turned into genocidal mode. Confirming this, the ICJ Provisional Measures and ICC Arrest Warrants signal the risk that corporate entities – and their executives – that engage in the oPt are implicated in serious international crimes. Any decision to continue engagement in Israel's economy is therefore done with knowledge of the crimes that may be taking place, and of the fact that they may provide material support to Israel to continue to commit those crimes.

51. Corporate entities and their executives can, and indeed must, find themselves liable in civil or criminal law for such conduct, in addition to the multitude of other crimes and human rights violations that are part of the economy of occupation. The actions entities and executives do or do not take in accordance with their responsibilities, vis-a-vis these legal developments and the UNGPs, have material relevance to key evidential questions that would arise in the course of determining their civil and/or criminal liability.

¹²⁴ UNGP Commentary to 19; Tyler McCreary, "Historicising the encounter between state, corporate and indigenous authorities on Gitxsan lands" *Windsor Yearbook of Access to Justice*, vol. 33, No. 3, (May 2016), p. 18.